



RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE

Programme de la Promotion de la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique au Mali

Dandara Touré
Consultante

Avril 2013

Table des Matières

Sigles et Abréviations	3
Résumé	5
I. Introduction	10
II. Objectifs de l'évaluation	13
2.1. Objectif général	13
2.2. Objectifs Spécifiques	13
III. Méthodologie de l'évaluation	13
3.1. Phase de préparation	13
3.2. Phase de collecte des données	14
IV. Présentation du Programme	15
4.1. Le CMDID	15
4.2. Le GP/DCF	16
4.3. Le REFAMP	17
V. Résultats	18
5.1. Pertinence	18
a. Politique Nationale Genre (PNG)	18
b. Procédure de sélection	19
c. Pertinence des objectifs et activités	21
d. Pertinence des stratégies opérationnelles	36
5.2. Efficacité	38
a. Appréciation des activités réalisées et du niveau d'atteinte des objectifs	38
b. Adéquation des résultats des axes stratégiques au cadre de suivi des résultats	40
c. Stratégies les plus efficaces	42
d. Partenariat	42
5.3. Changements	Erreur ! Signet non défini.
a. Changements identifiés/Résultats obtenus	Erreur ! Signet non défini.
b. Durabilité	46
VI. Conclusion	Erreur ! Signet non défini.
6.1. Forces	51
6.2. Faiblesses	52
6.3. Bonnes pratiques/Leçons apprises/Défis	47
VII. Recommandations	48
VIII. Annexes	53
Annexe 1 Termes de références	53
Annexe 2 Liste des personnes rencontrées	61
Annexe 3 Liste des documents consultés	62
Annexe 4 Autres annexes techniques	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 3 Liste des documents consultés	Erreur ! Signet non défini.

Sigles et Abréviations

ACDI : Association Canadienne de Développement International

AFC : Association des Femmes Catholiques

AFP : Association des Femmes Protestantes

AJM : Association des Juristes Maliennes

AMDH : Association Malienne des Droits de l'Homme

AMUPI : Association Malienne pour l'Unité et le Progrès de l'Islam

AN : Assemblée Nationale

APDF : Association pour la Promotion et la Défense des Droits des Femmes

CADEF : Comité d'Action pour la Défense des Droits de la Femme et de l'Enfant

CADEF : Comité d'Action pour les Droits de l'Enfant et de la Femme

CAFO : Coordination des Associations et Organisations Féminines du Mali

CAP : Centre d'Aptitude Professionnelle

CARI : Comité d'Appui aux Reformes Institutionnelles

CCA-ONG : Conseil de Coordination et d'Appui des Organisations Non Gouvernementales

CCFPP : Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques

CECI : Centre d'Études et de Coopération International

CEDEF : Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'Égard des Femmes

CESC : Conseil Economique Social et Culturel

CG : Comité de Gestion

CMDID : Centre Malien pour le Dialogue Inter-parti et la Démocratie

CNDIFE : Centre National de Documentation, d'Information de la Femme et de l'Enfant

CSPRO : Census and Survey Processing

COFEM : Collectif des Femmes du Mali

CSCR : Cadre Stratégique de Croissance et la Réduction de la Pauvreté

CSTM : Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali

DCF : Droits et Citoyenneté des Femmes

DIRO : Diagnostic Institutionnel et Renforcement Organisationnel

DRPF : Direction Régionale de la Promotion de la Famille, l'Enfant et la Femme

ECOSOC : Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies

FEMNET : Fédération des Femmes Entrepreneurs

FENAFER : Fédération des Femmes Rurales

FOMADDH : Forum Malien des Défenses des Droits de l'Homme

GED : Genre et Développement

GP/DCF : Groupe Pivot/Droits et Citoyenneté des Femmes

HCCT : Haut Conseil des Collectivités Territoriales

IFD : Intégration des femmes dans le Développement

MATCL : Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

MNFUPN : Mouvement National des Femmes pour l'Unité et la Paix au Nord

MPF : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et la Famille

NDI : National Democratic Institut

ODEF : Observatoire des Droits de la Femme et de l'Enfant

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONU-FEMMES : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes

OSC : Organisations de la Société Civile

PAO : Plan d'Action Opérationnel

PDES : Projet de Développement Economique et Social

PDI : Programme de Développement Institutionnel

PNEFH : Politique Nationale d'Egalité Femme Homme

PNG : Politique Nationale Genre

RECOFEM : Renforcement des Capacités des Organisations Féminines du Mali

RECOTRADE : Réseau des Communicateurs Traditionnels

REFAMP : Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires

RNAGSM : Réseau National Genre Sensible Masculin

RPL : Réseau Plaidoyer Lobbying

SECO-ONG : Secrétariat de Concertation des ONG Maliennes

SPSS : Statistical Package for Social Sciences

UNAFEM : Union Nationale des Femmes Musulmanes du Mali

UNIFEM : Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme

Résumé

La participation des femmes à la gouvernance et leur accès aux mandats électifs et nominatifs font partie des nombreux défis de la démocratie malienne car les écarts Hommes/Femmes demeurent encore très élevés.

Conscient de ces enjeux et dans le souci de respecter ses engagements (nationaux, régionaux, et internationaux), le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille et ONU FEMMES ont développé le programme « **Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali** » en vue de corriger les insuffisances dans la participation des femmes. Ce programme de gouvernance a été lancé le 7 juillet 2010 sous la coprésidence du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et celui de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

Le programme « **Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali** » a été financé par la coopération espagnole pour deux années 2009-2010 et prolongé jusqu'en 2012. (voir document d'extension à l'annexe 6). Il vise globalement la création d'un environnement institutionnel et social favorable à la promotion de l'égalité entre les sexes dans la gouvernance démocratique au Mali. De façon spécifique, le programme avait pour objectifs **i)** d'appuyer l'augmentation quantitative et qualitative de la participation politique des femmes aux élections communales de 2009 et législatives de 2012 en tant qu'électrices et candidates **ii)** d'appuyer la participation des femmes élues dans la prise de décision **iii)** d'instaurer un dialogue multi-acteurs pour mieux coordonner les actions dans le domaine de la participation politique des femmes et de mobiliser les acteurs autour d'un agenda commun.

Les principaux partenaires de mise en œuvre lors du premier appel à proposition étaient : ONG Action Mopti, Association pour la Promotion du Leadership Féminin (APLEF), ONG ALHER pour les actions dans le cadre des communales de 2009. Les actions de préparation des élections de 2012 ont été implémentées par : **i)** le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP) et le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFPP) pour le niveau institutionnel afin d'influencer les processus de réformes en cours en vue de l'intégration d'une mesure spéciale favorisant la participation des femmes à la vie politique dans les textes en relecture (Code Electoral, Constitution) **ii)** le Centre Malien de Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID) au niveau des partis politiques pour la promotion de la participation des femmes dans leur fonctionnement, et **iii)** le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes (GP/DCF) au niveau du renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local.

Ces partenaires de mise en œuvre ont été choisis par un comité de sélection (voir composition en Annexe 6) à partir d'une analyse diagnostique conforme à l'objectif d'ONU FEMMES et de l'expérience spécifique de chacun d'eux. Aussi pour le choix, des critères suivants ont été exigés :

- Cohérence avec les politiques nationales,
- Synergies entre les différents acteurs de mise en œuvre,
- Complémentarité dans l'atteinte des objectifs,
- Appropriation.

L'évaluation visait globalement à établir le bilan de l'exécution du programme en dégagant les forces et les faiblesses ; les réussites et échecs et de proposer des recommandations pertinentes capables de corriger les insuffisances constatées et de renforcer les acquis et les bonnes pratiques au niveau de la future programmation. De façon spécifique, l'évaluation cherchait à :

- Evaluer l'augmentation quantitative de la participation politique des femmes en termes de candidatures, de positionnement et d'élues aux élections communales de 2009 dans les zones d'intervention.
- Analyser les données pour mieux connaître la contribution du programme aux performances des zones d'intervention (Koulikoro, Mopti et Tombouctou).
- Analyser les stratégies de plaidoyer utilisées pour influencer le processus des réformes en vue de l'intégration d'une mesure spécifique favorisant la participation politique des femmes (constitution, loi électorale)
- Recueillir les données pour évaluer la contribution du programme dans le leadership transformatif des partis politiques en faveur des femmes dans les localités de Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti et Tombouctou (en termes de composition des directions, des commissions d'investiture, taux des femmes au sein des partis politiques, le nombre de mesures internes prises, le nombre de relais femmes, etc.)
- Déterminer le niveau de renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local (en termes de connaissances sur les élections législatives, la conduite d'une campagne électorale) pour l'accomplissement des droits des femmes dans les régions de Koulikoro et Mopti.
- Connaître le niveau d'acceptation des populations sur la participation politique des femmes en tant qu'électrices et candidates dans les régions de Koulikoro et Mopti.
- Connaître et apprécier le travail des organisations féminines du Mali, dans le processus de médiation, négociation pour un retour à la paix.

L'évaluation a focalisé son analyse sur les activités mises en œuvre entre Janvier 2010 et Décembre 2011. Les trois critères d'évaluation étaient : la pertinence, l'efficacité et l'impact.

A cet effet, l'évaluation a cherché à comprendre la pertinence de la procédure de sélection des structures de mise en œuvre que sont : le CMDID (Centre Malien pour le Dialogue Inter- partis et la Démocratie), le GP/DCF (Groupe Pivot /Droits de Citoyenneté des Femmes), et le REFAMP (Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires). Nous avons compris que le choix était basé sur l'expertise spécifique de chacune des structures notamment pour ce qui concerne leurs objectifs, leurs domaines d'intervention clés et certains de leurs acquis en cohésion avec la thématique qui leur a été confiée.

- CMDID pour sa collaboration avec les partis politiques et sa volonté de prise en compte du genre. Son action globale vise la promotion de la démocratie au Mali à travers le renforcement des capacités des partis politiques.
- GP/DCF est un réseau de protection et de défense des droits humains en général et de ceux des femmes en particulier. Il a démontré une grande expérience dans la sensibilisation des populations autour du processus électoral, de la participation des femmes aux élections et dans la formation des femmes leaders et des femmes élues.
- REFAMP de par son statut particulier offrait des collaborateurs de hauts niveaux. Cette structure jouit d'une expérience avérée de travail avec des groupes sensibles tels que les associations religieuses de tout bord, les membres du gouvernement et aussi son implication dans l'élaboration des politiques nationales et dans les processus de réformes politiques.

Tous les trois projets ont été jugés pertinents dans leurs objectifs et activités entreprises par les personnes rencontrées sur le terrain car conformes aux aspirations profondes des groupes cibles. Selon les répondants, le programme de gouvernance se justifie à cause des réalités suivantes :

- la faible représentativité des femmes dans les organes des partis politiques,
- la faiblesse du leadership féminin et leur l'ignorance des textes régissant la vie politique au Mali par les femmes,
- la très faible présence des femmes en général et notamment celles des régions de Koulikoro et de Mopti au sein des organes de prise de décision aussi bien nationales que locales,
- la faible implication des femmes dans la prise de décision.

Quant à l'efficacité du programme, elle a été positivement appréciée par l'ensemble des personnes rencontrées sur le terrain. Selon elles :

- Presque toutes les activités planifiées dans les différents documents projets ont été réalisées. Ce qui a entraîné la production de biens de résultats probants et l'atteinte de la majorité des objectifs visés ;
- Tous les bénéficiaires ont été impliqués dans la mise en œuvre des activités entreprises par les projets: formation, sensibilisation, visites d'échanges, l'élaboration du cadre stratégique, causeries débats, etc. Cette implication leurs a permis d'acquérir des connaissances sur les enjeux de la participation de la femme dans les organes de prise de décision en général et ceux des partis politiques en particulier et du leadership féminin ;
- Les activités réalisées étaient en adéquation avec les besoins des femmes en politique.

Concernant les résultats obtenus, il était difficile voire impossible d'évaluer certains d'entre eux notamment tous ceux en rapport avec la tenue des élections de 2012. Aussi, à cause des limites de l'évaluation, certains résultats ne pouvaient pas être appréciés. De telles appréciations demandent des études de mesures de changement de comportement (enquêtes CAP par exemple).

L'appréciation du partenariat tissé par les trois projets est assez mitigée selon les personnes rencontrées sur le terrain. En effet, le partenariat avec les institutions de l'Etat et les collectivités ainsi qu'avec certains acteurs sociaux clés a été très timide et même quasi inexistant. Pour les institutions, il s'est limité à l'information et à l'inscription sur le calendrier d'activités. Quant aux leaders communautaires, religieux et aux notables, ils ont été très peu impliqués dans les activités. En revanche, le partenariat CMDID/REFAMP/GP/DCF a été jugé réel et satisfaisant.

Selon les responsables REFAMP/CCFPP à Bamako, il y a eu le partenariat avec le CMDID, lequel a permis d'accéder facilement aux partis politiques et avec le GP/DCF pour accéder aux faitières afin de négocier la vision de la parité.

Les changements obtenus dans la mise en œuvre du programme ont été évalués à plusieurs niveaux :

Au niveau national

Le programme a entraîné un début de prise de conscience par une large gamme de décideurs politiques et administratifs de l'importance du rôle politique que peuvent jouer les femmes et de la nécessité de les conforter dans ce rôle. Cette prise de conscience a entraîné par voie de conséquence l'introduction de l'alinéa 2 à l'article 2 de la constitution relatif au quota des candidats. Aussi, des efforts sont en train d'être faits pour améliorer la parité hommes/femmes au niveau des postes nominatifs et électifs.

Au niveau des structures de mise en œuvre

Le programme a permis :

- Le renforcement des capacités des membres sur le plaidoyer, genre, suivi/évaluation,
- Le positionnement des structures sur les questions de participation des femmes aux instances de prise de décision,
- Le renforcement de la crédibilité auprès des partis politiques et des femmes leaders,
- Le développement du niveau de partenariat avec le cadre pour atteindre les partis politiques.

Aussi, les structures de mise en œuvre ont bénéficié de l'appui conseil du bureau de ONU FEMMES tant sur le plan administratif que financier et cela à des degrés différents suivant le niveau d'organisation de la structure. En effet, le REFAMP de par son manque de ressources disponibles a été la structure qui a bénéficié de plus d'appui conseil.

Sur les bénéficiaires

Le programme a entraîné des changements tels que :

- Le rétablissement de la confiance des femmes en elles-mêmes ;
- L'acceptation de l'image positive des femmes en politique,
- L'amélioration du nombre de femmes au sein des organes dirigeants des partis politiques,
- La présence d'espace d'échange des femmes ; d'où une harmonisation de leur langage,
- La perception de la femme comme un partenaire capable d'apporter le changement,
- La bonne compréhension du leadership féminin au sein des partis.

I. INTRODUCTION

Le Mali, depuis 1992, est caractérisé par une ouverture démocratique instituant le multipartisme intégral. Il a également entamé un processus de décentralisation effectif depuis 1999 avec la mise en place des collectivités territoriales décentralisées en charge du développement local. Même si des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de ces deux processus (démocratisation et décentralisation) et autres stratégies de développement, on note une faible participation des femmes, malgré les dispositions de la loi fondamentale (constitution) et la ratification de plusieurs conventions internationales et régionales par le Mali en matière de défense des droits des femmes (CEDEF, Protocole de Maputo, etc.).

La participation des femmes à la gouvernance à tous les niveaux (national, régional et local) et leur accès aux mandats électifs et nominatifs figurent parmi les nombreux défis du Mali, car les disparités Hommes/Femmes demeurent encore très élevées malgré les efforts considérables déployés par le Gouvernement du Mali et ses partenaires. En effet, au niveau des postes nominatifs : 15% de femmes membres du gouvernement (5 sur 33) avec femme premier ministre, 11% ambassadrices, 8% du haut conseil des collectivités (6 sur 72) et 26,7% de femmes dans l'administration publique. Pour ce qui est des postes électifs, ce nombre a considérablement augmenté de 720 en 2004 à 927 en 2009. Ce qui dénote que des efforts importants restent à faire pour une acceptation et une participation des femmes à la prise de décision. L'adoption de la politique nationale de genre en novembre 2010 par le gouvernement du Mali met l'accent sur la politique des femmes qui laisse entrevoir des perspectives pour encourager la candidature féminine aux prochaines élections.

Conscient de ces enjeux et dans le souci de respecter ses engagements, le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille et ONU FEMMES ont développé le programme « Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali » en vue de corriger les insuffisances dans la participation des femmes ; ce programme a été financé par la coopération espagnole pour deux années 2009-2010 et étendu à 2011. Ce programme vise globalement la création d'un environnement institutionnel et social favorable à la promotion de l'égalité entre les sexes dans la gouvernance démocratique au Mali.

Les principaux partenaires de mise en œuvre ont été : i) le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP) et le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFPP) pour le niveau institutionnel afin d'influencer les processus de réformes en cours pour l'intégration d'une mesure spéciale favorisant la participation des femmes à la vie politique dans les textes en relecture (Code Electorale, Constitution) à travers le projet lobbying plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique ii) le Centre Malien de Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID) au niveau des partis politiques pour la promotion de la participation des femmes dans leur fonctionnement à travers le projet

d'amélioration de la position des femmes au sein des partis politiques et iii) le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes (GP-DCF) à travers le projet de renforcement des capacités des femmes leaders et la sensibilisation /information pour un vote utile.

Afin d'établir le bilan de l'exécution du programme en dégagant les forces et les faiblesses ; les réussites et échecs et de proposer des recommandations pertinentes capables de corriger les insuffisances constatées et de renforcer les acquis et les bonnes pratiques au niveau de la future programmation ONU FEMMES a commandité la présente évaluation.

- Evaluer l'augmentation quantitative de la participation politique des femmes en termes de candidatures, de positionnement et d'éluës aux élections communales de 2009 dans les zones d'intervention. Analyser les données pour mieux connaître la contribution du programme aux performances des zones d'intervention (Koulikoro, Mopti et Tombouctou).
- Analyser les stratégies de plaidoyer utilisées pour influencer le processus des réformes pour l'intégration d'une mesure spécifique favorisant la participation politique des femmes (constitution, loi électorale)
- Recueillir les données pour évaluer la contribution du programme dans le leadership transformatif des partis politiques en faveur des femmes dans les localités de Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti et Tombouctou (en termes de composition des directions, des commissions d'investiture, taux des femmes au sein des partis politiques, le nombre de mesures internes prises, le nombre de relais femmes etc.)
- Déterminer le niveau de renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local (en termes de connaissances sur les élections législatives, la conduite d'une campagne électorale) pour l'accomplissement des droits des femmes dans les régions de Koulikoro et Mopti.
- Connaître le niveau d'acceptation des populations sur la participation politique des femmes en tant qu'électrices et candidates dans les régions de Koulikoro et Mopti.

II. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

2.1. Objectif général:

Le but de l'évaluation est d'établir le bilan de l'exécution du programme en dégagant les forces et les faiblesses ; les réussites et échecs et de proposer des recommandations pertinentes capables de corriger les insuffisances constatées et de renforcer les acquis et les bonnes pratiques au niveau de la future programmation.

2.2. Objectifs spécifiques :

La présente évaluation vise spécifiquement à :

- Evaluer l'augmentation quantitative de la participation politique des femmes en termes de candidatures, de positionnement et d'élues aux élections communales de 2009 dans les zones d'intervention.
- Analyser les données pour mieux connaître la contribution du programme aux performances des zones d'intervention (Koulikoro, Mopti et Tombouctou).
- Analyser les stratégies de plaidoyer utilisées pour influencer le processus des réformes pour l'intégration d'une mesure spécifique favorisant la participation politique des femmes (constitution, loi électorale)
- Recueillir les données pour évaluer la contribution du programme dans le leadership transformatif des partis politiques en faveur des femmes dans les localités de Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti et Tombouctou (en termes de composition des directions, des commissions d'investiture, taux des femmes au sein des partis politiques, le nombre de mesures internes prises, le nombre de relais femmes etc.)
- Déterminer le niveau de renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local (en termes de connaissances sur les élections législatives, la conduite d'une campagne électorale) pour l'accomplissement des droits des femmes dans les régions de Koulikoro et Mopti. .
- Connaître le niveau d'acceptation des populations sur la participation politique des femmes en tant qu'électrices et candidates dans les régions de Koulikoro et Mopti. .
- Connaître et apprécier le travail des organisations féminines du Mali, dans le processus de médiation, négociation pour un retour à la paix

III. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation s'est déroulée en plusieurs phases qui sont :

3.1. Phase de préparation

Elle a porté sur :

- la mise en place et la mise à niveau de l'équipe d'évaluation ;
- la clarification des termes de référence avec ONU FEMMES ;
- le rassemblement de la documentation sur les projets (documents de projet, rapports d'activité, rapports d'évaluation) ;
- l'élaboration des outils de collecte.

3.2. Phase de collecte des données

La revue documentaire a fait le point des réalisations des Projets dans les régions de Kayes, Koulikoro, Mopti et Tombouctou. A cette fin, les rapports d'évaluations des projets, les rapports d'activité, les documents de projet, etc. ont été exploités.

Elle a permis entre autres de faire l'analyse sur les critères d'évaluation (pertinence, efficacité et impact) des projets et d'avoir un aperçu général sur les axes stratégiques dont ont bénéficié les zones d'intervention. La littérature déjà existante fournissait suffisamment d'information sur le programme. Face à ce constat, le commanditaire de l'évaluation et la consultante sont tombés d'accord pour la conception de questionnaires principalement qualitatifs vu que les données quantitatives pouvaient être collectées à travers les documents déjà existants.

Les responsables des projets, les points focaux, les partis politiques, les associations bénéficiaires, les partenaires institutionnels et autres acteurs de terrain ont été les cibles visées par les entretiens individuels approfondis par l'équipe d'évaluation pluridisciplinaire (voir la liste en annexe 2) tant à Bamako que dans les capitales régionales des zones d'intervention.

En somme, 24 répondants (dont 14 bénéficiaires, 1 représentant des institutions, 7 responsables des projets et 2 d'ONU-FEMMES) qui se répartissent équitablement entre homme et femme (12 hommes et 12 femmes).

Les données collectées ont été saisies avec le logiciel CPro version 5 et analysées grâce au logiciel SPSS PASW 18.

En effet, les outils de collecte ont permis de recueillir les avis des responsables des projets et autres acteurs sur l'évaluation. Les activités menées, les résultats obtenus et les stratégies opérationnelles utilisées sont mis en évidence. Les informations sur la gestion du projet, « partenariat/alliance » sont collectées.

Dans l'ensemble la collecte des données s'est bien déroulée ; mais des insuffisances ont été constatées. Il s'agit de l'indisponibilité de certains responsables de projet, le faible niveau d'instruction de certains répondants, le temps long mis entre la fin du projet et la période de collecte d'information, l'insuffisance de temps consacrée à l'évaluation par rapport au volume de travail.

3.3. Phase de production des rapports

L'analyse des données collectées a été faite par la consultante par région et par projet ; ce qui a facilité la production du rapport provisoire.

IV. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a été mis en œuvre à travers trois projets exécutés concomitamment par trois structures à savoir : le CMDID, le GP/DCF, et le REFAMP. Le programme était prévu pour une durée de douze (12) mois avec un budget total de cent trente cinq millions deux cent cinquante quatre mille vingt francs CFA (135 254 020F CFA).

4.1. Le projet « Amélioration de la Position des Femmes au Sein des Partis Politiques du Centre Malien de Dialogue Inter- partis et la Démocratie (CMDID) »

La Fondation « le Centre Malien pour le Dialogue Inter- partis et la Démocratie » CMDID est née en avril 2008 de la mutation institutionnelle du Projet Partenariat pour le Renforcement des Capacités des Partis Politiques (PPRCPP). Son action globale vise la promotion de la démocratie au Mali à travers le renforcement des capacités des partis politiques.

À cet égard, il a saisi l'opportunité de l'appui financier de l'ONU-FEMME en 2010 pour mettre en œuvre le projet « **amélioration de la position des femmes au sein des partis politiques au Mali** »

Le projet d'une durée de 12 mois (janvier à décembre 2010) est mis en œuvre dans les chefs lieux des régions de Kayes, Mopti, Koulikoro et Tombouctou et le district de Bamako avec comme objectif: d'améliorer la position des femmes au sein des partis politiques afin d'améliorer leur représentativité lors des prochaines élections.

Spécifiquement, il s'agit de :

- Sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique
- Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques.

Il est exécuté dans les chefs-lieux des régions de Kayes, Mopti, Koulikoro et Tombouctou et le District de Bamako en faveur des partis politiques, des groupes parlementaires et des femmes de partis politiques dans les zones du projet

Les domaines d'intervention sont:

- Le dialogue inter-parti sur des questions de développement et des questions politiques relatives au taux de participation des femmes, à la loi électorale, à la charte des partis politiques, etc.
- La formation des partis politiques sur les aspects internes (organisation, fonctionnement, leadership politique, la gestion des ressources humaines et financières, etc.)
- Les débats et réflexions avec les populations sur des questions d'intérêt national touchant à l'éducation, la santé, l'assainissement, la gestion des ressources naturelles et la gestion de conflits.

Pour la mise en œuvre, le CMDID a travaillé avec :

- Les Association des femmes des partis politiques,
- Le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques,
- Le Réseau des femmes ministres et parlementaires,
- Les Bureaux d'études et de formations spécialisés,
- Les Organisations de la société civile.

Ce projet de positionnement des femmes au sein des partis politiques a été mis en œuvre en deux volets distincts.

Le premier volet du projet consistait à sensibiliser les responsables, les leaders, et directions des partis politiques sur l'intérêt de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique. Pour cela, les relais choisis au sein des partis politiques ont été formés par le CMDID. Ces relais ont fait la sensibilisation et le plaidoyer de manière régulière durant les réunions statutaires de leurs partis afin que les leaders soient plus favorables à la participation des femmes au sein des partis. L'objectif recherché est que les responsables s'ouvrent à la question et initient des mesures internes allant dans le sens de réformes des documents internes (statuts et règlement intérieur, acte des congrès et assises nationales) et l'adoption des pratiques pour une meilleure prise en compte de l'émergence politique des femmes au sein du parti et à la vie politique. Parallèlement à ces activités de plaidoyer, des activités de communication et de sensibilisation intenses ont été réalisées sous forme de tables rondes, de rencontres et de journées thématiques sur le genre.

Le second volet a servi à renforcer le leadership féminin au sein des partis politiques. Ainsi, 700 femmes issues des 52 partis politiques membres du CMDID ont été concernées par cet accompagnement sous forme de « coaching ».

Le projet a pris fin en :

4.2. Le Projet de renforcement des capacités des femmes leaders et la participation pour un vote utile dans les régions de Koulikoro et de Mopti du GP/DCF

Le Groupe Pivot/Droits et Citoyenneté des Femmes, en abrégé GP/DCF, a géré le projet de Plaidoyer/Lobbying, Formation, Sensibilisation, Vulgarisation du Droit des femmes dans tous les cercles de Koulikoro et Mopti.

Son objectif global est : Accroître le taux de participation aux votes et celui des femmes candidates et élues aux élections de 2012 dans les zones ciblées.

Les bénéficiaires du Projet sont les Leaders féminins (responsables des organisations et associations) et les leaders d'opinion masculins des 15 cercles des deux régions. Le GP/DCF a travaillé en partenariat avec la DRPFEF et les Associations de femmes.

4.3. Le projet « Lobbying/plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique du REFAMP

Le REFAMP Mali est un réseau qui regroupe les femmes ministres et parlementaires anciennes ou en activité du Mali qui œuvrent pour l'émancipation et la promotion des femmes, créé le 1er Novembre 2003 avec pour mission d'organiser et de renforcer la solidarité au sein des femmes des partis politiques autour de leurs préoccupations communes et les rendre plus fortes et plus présentes dans la construction d'une démocratie plus inclusive et plus intégrale. Il regroupe les femmes de tous les partis politiques et est dirigé par un Directoire de dix membres élues pour un mandat de deux ans non renouvelables.

La vision du REFAMP est d'être une organisation reconnue, fonctionnelle, autonome, représentative, capable d'influencer les politiques et lois relatives à l'équité et à l'égalité du genre dans un environnement de paix et de développement durable. La mission du REFAMP est de promouvoir une égale représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision au niveau national, régional et international, et de renforcer les capacités des femmes leaders en matière de plaidoyer.

Les objectifs du REFAMP sont entre autres :

- D'initier toutes actions pour accroître la participation des femmes à la vie publique et à l'exercice des responsabilités politiques.
- Renforcer la collaboration entre les femmes de l'exécutif et du législatif pour une prise en compte des femmes dans les politiques publiques.

Le projet « Lobbying/plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique du REFAMP a été mis en œuvre en œuvre dans 23 cercles des régions de Kayes, Koulikoro, Mopti, Tombouctou et le district de Bamako, le projet a pour objectifs de :

- Créer un environnement favorable à l'adoption de mesures législatives et réglementaires à la participation de la femme à la vie politique ;
- Favoriser l'accession des femmes aux instances de prise de décision
- Accroître le nombre de candidatures féminines aux prochaines élections ;
- Augmenter le nombre de femmes élues.

Les bénéficiaires du Projet sont: Les femmes des partis politiques et celles qui veulent s'engager dans la vie politique.

Les partenaires du Projet sont: le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFP) et le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP/Mali).

Le domaine d'intervention est: Femmes et gouvernance démocratique.

Le projet « Lobbying/plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique » vise à améliorer le statut politique de la femme à travers l'adoption de mesures législatives et réglementaires.

Pour matérialiser cette volonté, les acteurs du projet vont réaliser des actions de plaidoyer et lobbying auprès des cibles primaires (l'Assemblée Nationale, des membres du gouvernement, le Haut Conseil des Collectivités, le Conseil Economique Social et Culturel et des responsables des partis politiques) et des cibles secondaires (médias, communicateurs traditionnels, leaders communautaires). L'analyse des différentes cibles permettra de les connaître et d'adopter la stratégie et l'approche appropriées. Les différents processus décisionnels seront explorés pour atteindre les objectifs fixés.

Il sera également organisé des actions de lobbying auprès des directions des partis politiques et de leurs représentants au niveau régional et local.

Selon les cibles, les stratégies varieront de même que les activités. Un point focal a été désigné dans chaque région. Des relais locaux ont été choisis au niveau de chaque cercle. Les points focaux ont aidé à la réalisation des activités de lobbying au niveau des régions et les relais ont géré les cercles avec le concours des femmes des partis politiques des différentes zones cibles. Toutes les activités se sont déroulées sous le contrôle et la supervision de la coordination du projet.

Ces différents points focaux seront renforcés davantage et ils pourront servir de relais pour la suite du projet. Cela ne serait possible que si le projet connaîtrait une deuxième phase.

V. PERFORMANCE DU PROGRAMME

5.1. La pertinence

a. Conformité du programme avec la Politique Nationale Genre (PNG)

La reconnaissance et l'exercice des droits égaux entre les femmes et les hommes est un principe auquel le Mali a adhéré à travers de nombreuses conventions et résolutions internationales traitant du statut de la femme. Ces mêmes engagements ont été réaffirmés dans les documents de politique, notamment la Politique Nationale Genre.

La garantie pour une citoyenneté active et participative des femmes prônée dans la vision de la PNG se voit presque soutenue par toutes les orientations stratégiques de cette politique. Elle est surtout de façon plus énoncée dans l'orientation stratégique relative à la : « *Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision* ».

Cette orientation s'articule autour de deux axes d'intervention qui œuvrent à : (i) la « promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional, régional et international ; (ii) la « promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions liées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal ».

Il apparaît donc, qu'intervenant dans la promotion de la justice pour la gouvernance démocratique, le programme s'inscrit dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

En sommes, les projets dans leur conception se sont inscrits dans la vision de la PNG de faire émerger les femmes. Les modes opératoires identifiées se montrent tout à fait favorables aux changements envisagés. Tout ceci bien coordonné devrait permettre d'atteindre des résultats en faveur de la promotion de la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali.

b. Procédure de sélection

L'évaluation a cherché à comprendre la pertinence de la procédure de sélection des structures de mise en œuvre que sont : le CMDID, le GP/DCF, et le REFAMP. Nous avons compris que le choix était basé sur l'expertise spécifique de chacune des structures notamment pour ce qui concerne leurs objectifs, leurs domaines d'intervention clés et certaines de leurs acquis en cohésion avec la thématique qui leur a été confiée.

- **Le GP/DCF**

Le GP/DCF a pour mission d'influencer la définition et la mise en œuvre des politiques, programmes, stratégies et actions du Mali pour la prise en compte des droits et citoyenneté des femmes. Il vise les objectifs tels que : 1) Appuyer les femmes à la maîtrise de leurs droits et au plein exercice de leur citoyenneté pour une participation accrue à la gestion des affaires publiques 2) Œuvrer pour la prise en compte des préoccupations, des droits et de la citoyenneté des femmes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes au Mali.

Aussi le GP/DCF a démontré une grande expérience dans la sensibilisation des populations autour du processus électoral, de la participation des femmes aux élections et dans la formation des femmes leaders et des femmes élues.

- **Fondation CMID**

Quant à la Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-Partis et la Démocratie (CMDID), son choix trouve son explication dans son action globale qui est la promotion de la démocratie au Mali à travers le renforcement des capacités des partis politiques.

Les domaines d'intervention du CMDID sont 1) Le dialogue inter-parti sur des questions de développement et des questions politiques relatives au taux de participation des femmes, à la loi électorale, à la charte des partis politiques, etc. 2) La formation des partis politiques sur les aspects internes (organisation, fonctionnement, leadership politique, la gestion des ressources humaines et financières, etc.) 3) Débats et réflexions avec les populations sur des questions d'intérêt national touchant à l'éducation, la santé, l'assainissement, la gestion des ressources naturelles, la gestion de conflits.

- **Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires/ Cadre de Concertation des Femmes en Politique**

Le REFAMP Mali est un réseau qui regroupe les femmes ministres et parlementaires anciennes ou en activité du Mali qui œuvrent pour l'émancipation et la promotion des femmes. La vision du REFAMP est d'être une organisation reconnue, fonctionnelle, autonome, représentative, capable d'influencer les politiques et lois relatives à l'équité et à l'égalité du genre dans un environnement de paix et de développement durable. La mission du REFAMP est de promouvoir une égale représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision au niveau national, régional et international, et de renforcer les capacités des femmes leaders en matière de plaidoyer.

Les objectifs du REFAMP sont entre autres :

- initier toutes actions pour accroître la participation des femmes à la vie publique et à l'exercice des responsabilités politiques.
- Renforcer la collaboration entre les femmes de l'exécutif et du législatif pour une prise en compte des femmes dans les politiques publiques.

Le REFAMP qui a des démembrements dans plusieurs pays dans la sous région, est une organisation incontournable à cause de la qualité de ses membres, qui sont toutes anciennes ou en fonction comme ministres, parlementaires ou responsables politiques, ayant un accès relativement facile aux hautes sphères de décision du pays. Ce qui lui confère une éventuelle efficacité dans la formation et le plaidoyer ciblés. Un autre attrait particulier de cette structure se trouve dans son expérience de travail avec des groupes sensibles tels que les associations religieuses de tout bord, et les membres du gouvernement. Son implication dans l'élaboration des politiques nationales et dans les processus de réformes politiques indique des expériences pertinentes dans la gouvernance démocratique. En 2006, pour exemple, le REFAMP à travers les femmes à l'Assemblée Nationale a mené le plaidoyer pour une plus grande représentativité des femmes dans les instances de décision en introduisant dans la loi électorale un amendement qui stipule qu'aucune liste de parti politique aux élections ne devait comporter plus de 70% d'hommes. Malheureusement cet amendement a été rejeté par l'AN.

Pour la mise en œuvre du projet, le REFAMP a travaillé avec le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques.

- **Le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques :**

Le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques est un espace stratégique d'échange d'idées et d'expériences pour relever le défi de la participation politique des femmes. Il a été créé le 1^{er} Novembre 2003 et a pour mission d'organiser et de renforcer la solidarité au sein des femmes des partis politiques autour de leurs préoccupations communes et les rendre plus fortes et plus présentes dans la construction d'une démocratie plus inclusive et plus intégrale. Il regroupe les femmes de tous les partis politiques et est dirigé par un Directoire de dix membres élues pour un mandat de deux ans non renouvelables.

NB: Si, sur le plan technique, le choix de ces trois partenaires de mise en œuvre n'a souffert d'aucune inquiétude, la preuve de leurs capacités de gestion financière et de suivi de projet/programme n'a pas été apportée dans la sélection.

- c. Pertinence de choix des zones d'intervention**

Par ailleurs, en intervenant dans les quatre régions que sont : Kayes, Mopti, Koulikoro et Tombouctou (les régions de Kayes et de Tombouctou ne disposent d'aucune députée élue) le projet a fait preuve de cohérence avec la politique de renforcement de capacité des femmes dans les zones à faible représentativité, tout en prenant en compte le genre.

S'il apparaît que le choix des structures de mise en œuvre se justifie par rapport à leurs domaines de compétences, il n'en demeure pas moins que le programme dans le choix des zones d'intervention a manqué d'opportunité notamment pour la région de Gao. Certes, la région de Tombouctou où il est intervenu, présente les mêmes problèmes de positionnement des femmes sur les listes de candidature ; cependant, la région de Gao paraissait plus pertinente, car n'ayant présenté que 12,37% des candidates sur les cinq premiers rangs des listes de candidature contre 20,44% pour la région de Tombouctou. (Source : CNDIFE).

- d. Pertinence des objectifs et activités**

Toutes les personnes rencontrées au cours de la collecte des données ont montré la pertinence du projet qui répond à la faible représentativité des femmes dans les organes des partis politiques et à la faiblesse du leadership féminin et à leur ignorance des textes régissant la vie politique au Mali.

- Le projet CMDID permet de :
 - Sensibiliser les leaders politiques à l'émergence politique des femmes au sein des partis politiques et à la vie politique,
 - Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques.

Ces objectifs que le CMDID s'est assignée, cadrent parfaitement avec les aspirations profondes de la structure à travers la stratégie genre de la Fondation.

Le projet est aussi la continuation des efforts entrepris par la fondation et ses 52 partis politiques alliés depuis 2002.

Les activités du projet ont été retenues et mises en œuvre en fonction des différents résultats attendus. Il s'agit des activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des responsables et directions des partis pour l'émergence politique des femmes dans les régions de Kayes, Mopti, et Koulikoro (formation des relais, partage des expériences, etc.) organisation des journées d'animation populaire, tables rondes, débats et sketches de sensibilisation et de plaidoyer. L'accompagnement de 700 femmes des 52 partis politiques à développer leur leadership.

Elles ont été jugées réalistes et pertinentes par les femmes des partis politiques, les hommes militants rencontrés sur le terrain et les responsables du CMDID dans la mesure celles-ci ont constitué dans la majorité des cas une solution adaptée aux problèmes auxquels elles ont été confrontées. Ces résultats ont été atteints grâce aux objectifs pertinents définis dans le cadre logique ci-après :

CADRE LOGIQUE du Projet CMDID			
Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de Vérification Sources d'Information	Risques/Hypothèses
Objectif Global : Renforcer le positionnement des femmes au sein des partis politiques afin d'améliorer leur représentativité lors des prochaines élections.	<ul style="list-style-type: none"> - Faire passer la représentativité des femmes au sein des partis politiques de 10% à 15% - Augmentation du nombre de 15% femmes candidates et élus aux prochaines élections 	<ul style="list-style-type: none"> - Listes des membres des organes de direction des partis politiques - Sondage et enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Engagement des responsables des partis politiques</i> - <i>Stabilité politique</i> - <i>Existence de financements</i>
Effet 1 : Sensibiliser les responsables des partis politiques à l'émergence politique de femmes.	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 partis membres du CMDID sont touchés, dans les 4 régions (Kayes, Mopti et Koulikoro et Tombouctou) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activités - Sections de partis politiques au niveau des régions 	
Produit 1.1. Les responsables des partis politiques sont sensibilisés à l'adoption de mesures internes favorisant l'émergence politique de femmes	<ul style="list-style-type: none"> - 80% des présidents des 52 partis politiques favorables à l'émergence politique de femmes au sein des partis politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Direction de partis politiques - Sondages 	

Activité 1.1.1 Identification et recrutement de relais au sein des partis politiques en vue de sensibiliser les cadres	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des relais - 2 relais par parti parlementaire et un relais par parti extra parlementaire) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports CMDID - Au niveau des partis politiques - Au niveau des organes des médias 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Disponibilité de financement</i>
Activité 1.1.2 Formation des relais au sein des partis politiques sur l'émergence politique des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Deux sessions de formations de formateurs pour les partis politiques - Nombre de relais formés par partis et capables 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de formation au niveau du CMDID - Rapports partis politiques - Au niveau des régions 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Participation des partis politique</i>
Activité 1.1.3. Appui – accompagnement par les relais des partis politiques à l'organisation de formations internes aux partis politiques sur la question de la participation des femmes au sein des PP	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et qualité des supports pédagogiques - Nombre et pertinence des thèmes développés - Nombre de personnes formées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports CMDID - Au niveau des partis politiques - Au niveau des organes des médias 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Disponibilité et Participation des médias</i>
Activité 1.1.4 Multiplication et diffusion des recommandations des ateliers du CMDID sur le « renforcement du genre » au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de copies - Tous les partis ont reçu des copies dans les 4 régions 	<ul style="list-style-type: none"> - Au niveau des partis politiques 	
Produit 1.2 Les cadres des partis politiques sont sensibilisés sur l'importance de l'adoption de mesures internes pour l'émergence de femmes politiques de femmes au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des cadres internes au parti politiques sont engagés en faveur de l'émergence politique de femmes au sein des partis politiques - Le taux de présence des femmes au sein des partis politiques a accru d'au moins 10% pour ceux qui auront organisé leur congrès au cours de l'année 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents internes aux partis politiques - Sondage auprès des partis politiques et au niveau des régions - Compte rendu des congrès des partis politiques des 	
Activité 1.2.1 Réalisation d'une étude d'identification et des femmes au sein des organes dirigeantes des partis politiques (à tous les niveaux : national, sections,	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre et la qualité des femmes au sein des organes dirigeants des partis politiques sont connus 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport CMDID - Sondage auprès des partis politiques 	

sous section et comités de base)			
Activité 1.2.2 Organisation de séances de communication et de sensibilisation sur l'émergence de femmes politiques au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Une rencontre par région - 80% des responsables des partis politiques au niveau national et des sections dans les 4 régions touchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Compte rendu des rencontres - Sondage auprès des organes des partis politiques 	
Activité 1.2.3 Organisation d'un débat télévisé sur l'émergence de femmes politiques au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Une table ronde télévisée - Participation des partis aux débats 	<ul style="list-style-type: none"> - Médias 	
Effet 2 : Renforcer le leadership féminin au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Le leadership politique féminin s'est renforcé au sein des 52 partis membres du CMDID, dans les 4 régions (Kayes, Mopti et Koulikoro et Tombouctou) 	Listes des membres des organes des partis politiques	- <i>Collaboration de tous les acteurs</i>
Produit 2.1. Le nombre des femmes a augmenté au sein des organes dirigeants des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des femmes accompagnées ont intégré les organes de direction de leurs partis politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Listes des participants - Documents de formation - Sondage auprès des partis politiques 	
Activité 2.1.1. Elaboration d'un guide de renforcement du leadership politique féminin au sein des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Un guide de développement du leadership politique féminin consensuel est disponible - Des fiches de suivi individuel des femmes sont élaborées et disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport CMDID - Rapport des partis politiques au niveau national et des sections dans les régions 	- <i>Disponibilité d'un consultant formateur</i>
Activité 2.1.2. Suivi – accompagnement de femmes à l'application pratique du guide à l'intérieur des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - 700 femmes leaders (issues des 52 partis politiques membres du CMDID) sont suivies et accompagnées pour développer leur leadership au sein des partis politiques - 50% des femmes suivies ont vu leurs positions changées au sein des partis politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des femmes accompagnées - Rapports des partis politiques - Fiches de suivi individuel au niveau des partis politiques - Enquêtes/sondages au niveau des partis et des régions 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Bonne d'organisation des partis politiques</i> - <i>Disponibilité de femmes candidates pour l'accompagnement</i>

- **GP/DCF**

La pertinence des objectifs et des activités du projet « Renforcement des capacités des femmes leaders et la sensibilisation pour un vote utile » a été justifiée lors des enquêtes par le constat de la très faible présence des femmes en général et notamment celles des régions de Koulikoro et de Mopti au sein des organes de prise de décision aussi bien nationales que locales et cela malgré leur poids numérique par rapport aux hommes et un contexte politique et juridique favorisé par l'avènement de la démocratie au Mali. En effet, toutes les statistiques de présence au sein des organes dirigeants relevées depuis l'avènement du multipartisme et les entretiens réalisés sur le terrain donnent un score nettement favorable aux hommes au détriment des femmes dont le rôle politique essentiel semblait être limité à l'appui de la candidature des hommes lors des différentes campagnes électorales. Cette situation d'inégalité homme/femme sur le plan politique a été exacerbée surtout par :

- La méconnaissance des textes législatifs régissant les collectivités décentralisées par la majorité des femmes ainsi que leurs droits et devoirs,
- Le faible taux de participation des femmes à la gestion des affaires publiques,
- La faible connaissance des femmes leaders et des conseillères communales sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion des affaires publiques,
- La méconnaissance de certains décideurs de la notion et des valeurs de justice dans la bonne gouvernance,
- L'ignorance de la grande majorité de la population des notions de justice dans la bonne gouvernance pour revendiquer son application et en faire un indicateur de mesure de l'action des dirigeants,
- L'analphabétisme de la majorité des femmes,
- Le manque de confiance des femmes en soi même ainsi que l'insuffisance de solidarité entre les femmes,
- Le poids des traditions, des us et coutumes pour maintenir les femmes dans une situation d'inégalité.

Elle a été unanimement jugée par les communautés de la région de Mopti et de Koulikoro ainsi que par les responsables du GP/DCF comme une entrave de taille à l'émergence politique des femmes leaders voire même un frein au rôle que les femmes doivent jouer dans le développement du pays. C'est pour cette raison que le présent projet a été initié avec comme objectif d'accroître le taux de participation aux votes et celui des femmes candidates et élus aux élections de 2012 dans les zones cibles. Vue sous cet angle, l'intervention est jugée pertinente dans la mesure où elle répond aux aspirations des femmes bénéficiaires en conformité avec le cadre logique.

Cadre Logique du Projet GP/DCF

Résultats escomptés :	Indicateurs	Moyens de Vérification Sources d'Information	Risques/Hypothèses
<p>Objectif Global :</p> <p>Accroître le taux de participation aux votes et celui des femmes candidates et élues aux élections de 2012 dans les zones ciblées</p>	<p>Le taux de participation a augmenté de 5 % de plus que celui de la précédente élection législative (32,19%) dans les régions cibles du projet</p>	<p>-Résultats centralisés des bureaux de votes</p> <p>-Rapport des élections</p>	<p>La bonne prise en compte du genre aux élections</p>
<p>Effet 1 : un changement de comportement positif envers les femmes est perceptible.</p>	<p>(Actuellement dans les régions de Koulikoro et Mopti les femmes représentent 10,81% des députés)</p> <p>- 3 000 électeurs/électrices sont mobilisées pour soutenir les candidates soit 200 par cercle,</p> <p>-5,55 % des femmes leaders sont candidates soit 25,</p> <p>-40 % des femmes leaders candidates passent le 1^{er} tour des législatives soit 10 sur 25.</p> <p>-60% des personnes informées et sensibilisées soutiennent la participation des femmes sur la scène politique</p>	<p>-Liste de candidature</p> <p>-Entretiens avec des hommes dans les communautés</p> <p>-Observations/Enquêtes sociales</p>	<p>Contraintes socio culturelles</p> <p>Fanatisme religieux</p>
<p>Produit 1.1 : Les outils d'information et de sensibilisation sont disponibles.</p>	<p>Les outils et les modules d'information et de sensibilisation sont validés et traduits dans les langues locales.</p>	<p>- Les modules et les outils produits</p>	<p>X</p>

Activité 1.1.1 : Conception, Harmonisation, validation et reproduction des documents	Actuellement pas de documents compilés Un recueil de tous textes relatifs aux droits des femmes est disponible	-Les rapports -Le document produit	X
Activité 1.1.2 : Compilation, traduction en 2 langues locales, validation et reproduction du document	Actuellement pas de documents traduits Le document est traduit dans 2 langues nationales (bamanan kan et fulfulbé)	- Les documents traduits -Les livrets produits	X
Produit 1.2 : Les populations sont informées et sensibilisées sur l'importance de la participation de la femme à la vie publique et au vote	-Les 450 femmes leaders des deux régions sont informées et sensibilisées sur l'importance de la participation de la femme à la vie publique et au vote - 6 000 personnes ont pris conscience de l'importance de la participation de la femme à la vie publique et au vote	-Rapports de mission -résultats de pré-test et post-test	X
Activité 1.2.1 : Prise de contact et préparation terrain	-Deux missionnaires font la préparation au niveau des chefs lieux de régions et cercles	TDR de la mission Rapport de mission	X
Activité 1.2.2 : Organisation des journées de causeries débat avec les leaders (H/F) des différents cercles	-Deux journées organisées avec les leaders (H/F) dans chaque cercle	Rapports, liste de présence	X
Activité 1.2.3: Enregistrement et diffusion des causeries sur l'importance du vote et la participation de la femme à la gestion publique dans les radios de proximité	-Deux (2) radios dans chacun des 15 cercles des deux régions diffusent 2 fois les causeries - Au moins une radio /cercle affecte des temps d'antenne hebdomadaire aux associations féminines	-30 Enregistrements effectués - 60 diffusions - Rapport - Chronogramme de diffusion -Fiches de suivi des diffusions Nouvelles grilles des programmes radios	X

Activité 1.2.4 : Production et diffusion de microprogrammes radios	-1 microprogramme est produit -30 radios diffusent le microprogramme 30 fois	-Cassettes/Cd produits - Chronogramme de diffusion -Fiches de suivi des diffusions	
Effet 2 : les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale	90 % des femmes formées connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale	- Entretiens, -Rapports d'activités -Observations du déroulement des activités menées par les femmes	Les textes sont disponibles et accessibles dans les délais prévus
Produit 2.1 : Les femmes leaders ainsi que les membres des communautés sont informés et sensibilisés sur l'importance du vote	-02 causeries débats organisées dans chaque cercle. -40% des 450 femmes leaders formées ont augmenté leur niveau de connaissance du processus électoral	-Rapport d'activités -Résultats pré et post test	X
Activité 2.1.1 : Rediffusion des causeries sur l'importance du vote dans les radios de proximité	Deux (2) radios par cercle.	- Nombre de diffusion - Rapport - Chronogramme	X
Produit 2.2 : Les femmes leaders sont formées en leadership et chaque région dispose d'un noyau de formateurs/trices	-Au moins 30 personnes sont formées par cercle ciblé -Un noyau de 10 formatrices/teurs existe dans chaque région	-Rapport de formation -Liste de participant	X
Activité 2.2.1 : Organisation d'une session de formation des formateurs.	-20 formateurs et formatrices sont formés	-TDR de la formation -Liste de présence -Rapport de formation	X

Activité 2.2.2 : Organisation des sessions de formation des leaders féminins	-25 femmes leaders formées par cercle -02 leaders masculins par cercle formés	Rapport de formation par session Liste de présence	X
Effet 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées.	-Au moins 15 membres du GP/DCF sont formés en bonne gouvernance et en suivi/évaluation - Les 15 membres formés sont capables de faire le suivi des activités	-Rapport d'activité -Liste de présence -Nombre de formations données par les membres du GP/DCF aux organisations membres.	X
Produit 3.1 : Les membres du GP/DCF maîtrisent les outils de gouvernance démocratique et de suivi et évaluation de projets.	15 membres et points focaux participants aux sessions de formation	-Rapport de formation - TDR de la formation -Liste de présence	X
Activité 3.1.1 : - Organisation d'une session de formation en gouvernance démocratique (GD) et en suivi de projet (S/E)	-15 participant (e)s à la session de formation -Les 15 participants maîtrisent les outils GD et S/E	-TDR de la formation -Liste de présence -Rapport de formation -Fiches d'évaluation des participant (e)s	X
Produit 3.2 : Les activités du projet sont mieux coordonnées, suivies et évaluées	-Un plan d'action opérationnel (PAO) est élaboré et appliqué -Nombre de visites de suivi terrain effectuées et rapports de suivi produits	-PAO -Rapports des suivis	X
Activité 3.2.1 -La coordination des activités	- Un Comité de pilotage est mis en place - Un cadre de concertation du REFAMP-CCFP/CMDID/GPDCF est créé	- Entretien - Rapport	X
Activité 3.2.2 - Le suivi et l'évaluation des activités avec production et dépôt du rapport final	-Les membres du GP/DCF participent au suivi et à la production du rapport final	-TDR des missions de suivi -Rapport des missions de suivis -Document de rapport final	X

- **REFAMP**

La pertinence du projet « Lobbying/plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique » a été reconnue à l'unanimité. Même si les raisons avancées diffèrent, la majorité a mentionné le besoin d'impliquer les femmes dans la prise de décision. En effet, pour eux, les femmes sont trop marginalisées de façon générale, mais particulièrement dans la vie politique. En plus de cette justification commune, on retient d'autres raisons suivantes :

- Collaboration de haut niveau selon ONU FEMMES à cause du statut du Réseau
- Cela permettra aux femmes de comprendre la place et le rôle qu'elles peuvent jouer dans la vie politique et comprendre comment accéder à postes politiques car elles ignoraient cela et n'avaient pas le courage
- Il y avait un besoin d'avoir des femmes dans les instances de prise de décision
- Le projet s'inscrivait dans notre besoin
- Il a été financé en fonction de nos préoccupations
- Parce que les femmes sont marginalisées dans la prise de décision
- Il y avait le besoin d'amener les femmes à prendre une part active à la prise de décision
- Le choix des cibles visées (les partis politiques, le CARI, le MATCL, la société civile et la presse) était pertinent

Pour assurer la participation effective des femmes à la vie politique, le projet a utilisé des stratégies de renforcement de capacité mais surtout des stratégies de communication (information, sensibilisation, plaidoyer/lobbying, conférence de presse, causerie-débat).

De l'appréciation des personnes rencontrées (toutes cibles confondues), le renforcement de capacité et la sensibilisation plaidoyer constituent les stratégies opérationnelles les plus pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre logique.

Cadre Logique du Projet REFAMP

Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de Vérification Sources d'Information	Risques/Hypothèses
Objectif Global Contribuer à l'amélioration du statut politique de la femme à travers l'adoption et l'application de mesures législatives et réglementaires	-Nombre de textes législatifs et réglementaires révisés donnant un nombre de place aux femmes aux différentes élections	Document de textes législatifs et réglementaires revus lors des reformes	Cas de force majeure : avec changement de régime
Effet 1 : Les dispositions favorables à la participation des femmes à la vie politique sont revues et prises en compte dans les propositions de textes (Constitution, loi électorale) en relecture.	Actuellement 10% du financement public des partis politiques proportionnellement au nombre de femmes élues existe dans la charte des partis politiques -une disposition favorable du système de quota de 30% est intégrée dans la constitution et le code électoral et la charte des partis	Charte des partis politiques révisée	
Produit 1.1 : Des alliances sont créées avec des organisations de la société civile pour la conduite du processus de plaidoyer après partage des objectifs et activités du plaidoyer par les différents membres alliés	80% des organisations identifiées dont 50% de femmes et 30% d'hommes adhèrent et participent aux activités de plaidoyer Niveau d'animation du cadre public propice de concertation entre les acteurs du projet et le CARI	Rapports d'activités Procès verbaux des rencontres	

<p>Activité 1.1.1 : Organisation d'une journée d'échange entre le REFAMP, le CCFP et d'autres leaders de la société civile en vue de l'harmonisation des interventions</p>	<p>Nombre d'organisations de la société civile qui s'engagent pour faire le plaidoyer pour l'adoption de mesures favorables aux femmes dans le système électoral etc</p>	<p>Rapport de la journée d'échange Liste de présences</p>	<p>Manque de moyen financier</p>
<p>Produit 1.2 Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages</p>	<p>50% des journalistes participants soutiennent et portent les messages Nombre de messages diffusés</p>	<p>Les messages conçus</p>	
<p>Activité 1.1.2 : Organisation de conférences de presse à Bamako et les 4 capitales régionales pour sceller une alliance avec les journalistes de la presse écrite et parlée.</p>	<p>05 conférences de presse tenues 100 journalistes participent aux conférences</p>	<p>TDR de l'activité Rapport d'activité</p>	
<p>Produit 1.3 Le CARI est favorable aux propositions de reformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les reformes futures</p>	<p>Niveau d'engagement des membres du CARI Nombre de propositions acceptées par le CARI</p>		
<p>Activité 1.1.3 : Organisation de rencontres d'information et d'échange entre le CARI et les acteurs du projet (le REFAMP, le CCFP) sur les reformes liées au genre ;</p>	<p>Nombre de personnes ayant participé à la journée et capables de porter le plaidoyer -Niveau d'engagement du CARI à prendre en compte dans ses</p>	<p>Rapport de la rencontre Liste de présence à la rencontre</p>	<p>Manque de moyen financier</p>

	propositions de reformes celles relatives aux mesures favorables aux femmes dans le système électoral		
P1.4 Les différents organes des partis politiques adhèrent aux propositions de la campagne de plaidoyer	Nombre de femmes élues participantes ayant adhéré à l'idée du quota et qui font le plaidoyer dans leurs communes ou circonscriptions électorales	Rapport de la journée d'échange	
Activité 1.1.4 Organisation de journées de plaidoyer/lobbying avec les directions des partis politiques et leurs représentants au niveau des régions et cercles dans le but d'obtenir l'adhésion des partis politiques à l'idée de quotas ou de parité, à défaut un consensus	Nombre de partis politiques touchés par les actions de lobbying et qui militent pour la cause des femmes Touchés par les actions de lobbying et favorables au changement	Rapports d'activités	Manque de moyen financier
P 1.4 Les différentes cibles sont informées, sensibilisées sur les enjeux du problème à résoudre par le plaidoyer	Nombre de cibles primaires touchées Nombre de cibles secondaires touchées	Fiches d'activités Support messages	
Activité 1.1.5 Formulation et présentation des messages adaptés aux différentes cibles à travers des canaux appropriés de communication	Nombre de messages Nombre de canaux de présentations des messages Qualité des messages	Les supports des messages Moyens de diffusions utilisés Fiches test des messages	

<p>Effet 2</p> <p>Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).</p>	<p>-Niveau d'engagement des cibles à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision</p>	<p>Fiches d'entretien, d'enquête</p>	
<p>Produit 2.1</p> <p>Des institutions et certains ministères donnent leur soutien pour défendre les propositions auprès de leurs pairs afin d'obtenir leur caution pour la cause</p>	<p>70% des institutions et certains ministères touchés soutiennent les propositions de réforme</p>	<p>Rapports d'activités Fiches d'activités</p>	<p>Manque de moyen financier</p>
<p>Activité 2.1.1 Organisation d'une journée de plaidoyer en faveur de l'adoption des mesures législatives et réglementaires pour le système de quota des femmes auprès de la commission des lois constitutionnelles, justice et des institutions de la république</p>	<p>80% des membres de la commission des lois constitutionnelles, justice et des institutions de la république sont engagés à adopter les mesures législatives et réglementaires pour le système de quota des femmes</p>	<p>Rapports d'activités Procès verbaux des rencontres</p>	<p>Manque de moyen financier La disponibilité des membres des commissions</p>
<p>Activité 2.1.2 Organisation d'une journée de plaidoyer en faveur de l'adoption des mesures législatives et réglementaires pour le système de quota des femmes auprès des huit groupes parlementaires.</p>	<p>60% des membres huit groupes parlementaires s'engagent à adopter les mesures législatives et réglementaires pour le système de quota des femmes</p>	<p>Rapports d'activités Procès verbaux des rencontres</p>	<p>Manque de moyen financier La disponibilité des membres des groupes parlementaires.</p>

Activité 2.1.3 : Organisation de journées de plaidoyer avec les différents groupes parlementaires de l'AN sur l'importance de l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant le système de quota	Les 8 groupes parlementaires sont sensibilisés sur la question	Rapport de l'activité	
Activité 2.1.4 Organisation d'une journée de plaidoyer sur l'adoption de mesures législatives et réglementaires favorisant le système de quota auprès des responsables du MATCL.	Nombre de responsables du MATCL ayant participé à la journée de plaidoyer	Rapport de l'activité	
Produit 2.2 Les actions de suivi et d'évaluation sont réalisées par les parties prenantes au projet	100% des activités sont suivies ; 100% des activités sont évaluées	Existence des outils de suivi	Non disponibilité de fonds
Activité 2.2.1 Organisation de missions de suivi sur le terrain	Nombre de suivi effectué sur le terrain	Rapport de mission de suivi	Manque de moyen financier
Activité 2.2.3 Réalisation de l'évaluation finale		Rapport des évaluateurs	

e. Pertinence des stratégies opérationnelles

Les stratégies opérationnelles ont été jugées pertinentes parce que les activités menées par les trois structures permettent non seulement d'atteindre les objectifs principaux visés et cela de façon complémentaire. En effet, ils trouvent que c'est grâce à la sensibilisation, plaidoyer/lobbying que les femmes ont compris l'esprit de solidarité féminine mais surtout cette dernière stratégie a permis d'avoir un article spécifique dans la constitution avec le CARI (Alinéa 2 de l'article 2).

La stratégie générale du projet du CMDID est fondée sur celle élaborée et adoptée par les partis politiques membres de la fondation en 2008 ; il s'agit de :

- La conduite des études sur la représentativité des femmes dans les organes des partis politiques,
- L'élaboration des modules de formation remis aux partis politiques,
- Les formations des militants et militantes en genre, leadership, etc.
- La sensibilisation des femmes et des hommes pour leur implication dans les activités politiques,
- le plaidoyer des militantes auprès des décideurs politiques et communautaires,
- La synergie avec le cadre de concertation des femmes et certaines organisations de la société civile,
- Les conférences et causeries débats avec une implication des leaders sur la politique,
- Visites de terrain et échanges d'expériences.

Les stratégies utilisées ont permis de sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique ; ce qui est en adéquation avec la politique genre du CMDID, basée sur :

- Le positionnement stratégique des femmes dans la vie politique au Mali,
- Le changement en faveur des femmes, qui doit venir des partis politiques,
- L'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes dans le domaine de la politique,
- La promotion des droits fondamentaux des femmes et des hommes (pour plus de justice sociale et d'égalité de chance dans le développement)

L'analyse des informations collectées auprès des responsables de la Fondation CMDID (directeur, chargée de programme, assistant de programme et chargée de projet) et tirées des documents mis à notre disposition, nous amène à conclure de la concordance du projet avec la politique de la Fondation et de l'ONU FEMMES et tous les axes stratégiques adoptés pour le réussir : stratégie partenariale multi acteurs, politique de concentration géographique, mission assignée, prise en compte du genre.

En effet comme l'envisage la Fondation, le projet accorde une attention particulière au renforcement de capacité des femmes pour leur véritable émergence en politique, d'où la pertinence de ses objectifs, résultats attendus, activités et stratégies opérationnelles.

Même si les stratégies utilisées par le CMDID ont été jugées pertinentes, force est de constater que certaines révèlent quelques faiblesses. Le CMDID a donné la latitude aux partis politiques de désigner les relais devant participer aux sessions de formation, certains n'avaient pas un niveau suffisant pour pouvoir faire une restitution efficace aux militants à la base.

- **GP/DCF**

Les stratégies opérationnelles utilisées pendant la mise en œuvre du projet GP/DCF n'ont pas fait l'objet d'une description succincte dans le document de projet. C'est à la lecture des rapports d'activités et à travers les entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre du projet (responsables et bénéficiaires) que les axes stratégiques ont été identifiés. Ceux-ci ont porté essentiellement sur le renforcement de capacités, les séances de sensibilisation, le plaidoyer, les consultations et les échanges d'expériences. Un accent particulier a quand même été mis dans le document projet sur la gestion concertée du projet par le GP/DCF (à travers la mise en place et la responsabilisation d'un comité de pilotage de 4 membres) et l'implication des groupes cibles et des autres collaborateurs dans la mise en œuvre des activités (identification des besoins de formation, choix des relais par les partis). Cette manière de faire a été jugée très pertinente par les personnes rencontrées sur le terrain car elle a non seulement permis une légitimation du projet par tous les acteurs mais aussi une forte adhésion et un soutien de ceux-ci en matière de recherche de solutions à la problématique relative à la faible participation des femmes aux organes de prise de décisions .

Le seul reproche fait au projet dans sa mise en œuvre est qu'il n'y a pas eu d'appui institutionnel aux associations féminines pouvant leur permettre de renforcer leur capacité de mobilisation autour de la problématique.

- **REFAMP**

Les principaux axes stratégiques adoptés ont porté sur

- Organisation d'un cadre de concertation entre organisations faitières pour déterminer la position à adopter dans le cadre de la participation des femmes aux élections présidentielles de 2012,
- Tenue de conférence de cadre au sein des partis politiques autour de l'inscription des femmes sur la liste de candidature
- Collaboration avec les médias pour information sur l'article 2 de la constitution et son application.
- le plaidoyer et le lobbying

Ces stratégies utilisées ont permis aux décideurs de prévoir un amendement à l'article 2 de la constitution du Mali portant sur le maintien du quota de candidature entre homme et femme d'où l'alinéa 2.

5.2. Efficacité

a. Appréciation des activités réalisées et du niveau d'atteinte des objectifs

L'efficacité dans ce chapitre a été mesurée en termes de résultats atteints, du niveau de réalisation des activités et du degré de satisfaction de la gestion du projet. La crise politico – sécuritaire que le Mali a vécue en 2012 a été un facteur entravant la poursuite des actions et l'atteinte des objectifs, notamment ceux liés à l'accroissement du taux des femmes candidates et des femmes élues. Tout de même, la mise en œuvre des projets a permis des réalisations qui mériteraient d'être consolidées et renforcées.

Les activités clés réalisées dans le cadre du projet CMDID ont porté sur :

- La formation des relais des partis politiques sur l'émergence politique des femmes,
- La réalisation d'une étude d'identification des femmes au sein des organes dirigeants des partis politiques,
- L'organisation de séances de communication et sensibilisation sur l'émergence politique des femmes au sein des partis politiques,
- L'élaboration d'un guide de renforcement de leadership féminin au sein des partis politiques,
- La constitution d'une base de données sur les femmes dans les organes des 52 partis membres de la Fondation (qui pourra être actualisée chaque année après les congrès des partis politiques, ou la modification du visage politique par la création ou la disparition/fusion de partis politiques).
- Le suivi/accompagnement des femmes à l'application pratique du guide au sein des partis politiques.

Toutes les activités prévues ont été réalisées ; et les personnes rencontrées ont donné la mention « bon » à l'appréciation du niveau de réalisation des activités.

Quant à l'implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités, elle a été satisfaisante. Les femmes ont déclaré avoir participé aux ateliers de formation, aux activités de sensibilisation, à des visites d'échanges et à l'élaboration du cadre stratégique.

Ce qui leurs a permis d'acquérir des connaissances sur les enjeux de la participation de la femme dans les organes des partis politiques.

Activités clés réalisées dans le cadre du projet GP/DCF

En fonction des objectifs et résultats visés le projet « Projet de renforcement des capacités des femmes leaders et la participation pour un vote utile » a planifié diverses activités dont les principales se présentent comme suit :

- Conception, harmonisation, validation et reproduction des documents,
- Compilation, traduction en 2 langues locales, validation et reproduction du document,
- Prise de contact et préparation de terrain,
- Organisation des journées de causeries débats avec les leaders (H/F) des différents cercles,

- Enregistrement et diffusion des causeries sur l'importance du vote et la participation de la femme à la gestion publique dans les radios de proximité,
- Production et diffusion de microprogrammes,
- Organisation de sessions de formation des formateurs et formatrices,
- Organisation des sessions de formation des leaders féminins,
- Organisation de sessions de formation des membres du GP/DCF en gouvernance démocratique et suivi/évaluation de projets,
- Coordination des activités,
- Suivi/évaluation des activités.

Le niveau de réalisation des activités planifiées au départ du projet est aujourd'hui jugé très satisfaisant par les responsables du projet ainsi que les membres des associations rencontrées sur le terrain même si ces dernières se plaignent de l'absence de l'appui institutionnel du projet à leurs associations ; ce qui pouvait les renforcer davantage dans la recherche de l'équilibre hommes/femmes sur le plan politique.

Toutefois, force est de reconnaître que ces résultats très appréciables n'ont pas entraîné l'atteinte de l'objectif global qui est d'accroître le taux de participation au vote et celui des femmes candidates et élues aux élections de 2012 dans les zones ciblées compte tenu de l'annulation des élections présidentielles et législatives suite à la crise institutionnelle du pays.

Activités clés réalisées dans le cadre du projet REFAMP

Concernant le projet exécuté par le REFAMP, des activités ont été menées pour l'atteinte des résultats attendus qui sont :

- Organisation d'une journée d'échanges entre le REPAMP et le CCFPP et d'autres leaders de la société civile en vue de l'harmonisation des interventions,
- Organisation de conférences de presse à Bamako et dans les capitales régionales pour sceller une alliance avec les journalistes de la presse écrite et parlée,
- Organisation de rencontres d'information et d'échanges entre le CARI et les acteurs du projet (REFAMP, CCFPP) sur la réforme liée au genre,
- Organisation de journées de plaidoyer/lobbying avec les directions des partis politiques et leurs représentants au niveau des régions et cercles,
- Formulation et présentation de messages adaptés aux différentes cibles à travers des canaux appropriés de communication.

En demandant aux responsables de projets s'ils ont été satisfaits avec la gestion/engagements contractuels, nous avons obtenu les réponses suivantes :

- la majorité des répondants ($\frac{3}{4}$) s'est dit partiellement satisfaite de la réalisation des activités ;
- Les zones inondées (Ténenkou et Youwarou) n'ont pas été touchées ;
- Certaines structures techniques n'ont pas été impliquées ;
- Le CCFPP n'a pas été visible.
- D'après une minorité de répondant ($\frac{1}{4}$), toutes les activités ont été réalisées.

b.Adéquation des résultats des axes stratégiques au cadre de suivi des résultats

- Le cahier du formateur contenant des outils pédagogiques sur le genre et le leadership féminin assez bien détaillé et pertinent pour la formation par les relais est disponible ;
- Une base de données sur les femmes des organes des partis politiques est disponible au CMDID ;
- Les rapports des ateliers de formation des relais sont disponibles ;

L'analyse des résultats atteints a permis de comprendre les avis des personnes rencontrées qui ont déclaré que :

- Les activités réalisées étaient en adéquation avec les besoins des femmes en politique,
- Les activités identifiées ont été mises en œuvre avec la participation des femmes ;
- Toutes les activités enseignées lors de la formation sont comprises et rapportées aux hommes,
- Les activités de d'information et de formation des leaders politiques et communautaires ont amélioré les croyances des acteurs en faveur de la promotion politique des femmes. ;
- Les argumentaires des messages de sensibilisation étaient appropriés et adaptés aux cibles d'où leur adhésion aux activités de promotion politique des femmes.

En conclusion on peut dire que les formations ont été appréciées par les participants et responsables des partis politiques.

- **GP/DCF**

- **Par rapport au résultat 1 : Les leaders féminins et masculins sont formés en leadership et leurs connaissances sur le processus électoral ont été améliorées**

L'identification des besoins de renforcement des capacités (communication, information/sensibilisation, formation et appui/conseil), sous forme de consultation avec les femmes leaders et les leaders d'opinions masculins dans les deux régions particulièrement dans les cercles, l'élaboration des outils de formation, l'organisation des sessions de formations des femmes leaders et quelques leaders masculins et l'organisation des conférences débats, des causeries éducatives populaires, médiatisées ou forme de microprogrammes, ont permis un accroissement du niveau de connaissance des leaders (féminins et masculins ayant pris part aux formations) ainsi qu'un nombre considérable de personnes sur la participation des femmes aux élections et aux instances politiques de décisions et décentralisation. Ces nouvelles connaissances acquises ont entraîné surtout au niveau des leaders masculins un début de changement de comportement en faveur du positionnement politique des femmes.

- **Par rapport au résultat 2 : Les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une campagne électorale**

La rediffusion des causeries sur l'importance du vote dans les radios de proximité, l'organisation des sessions de formation des formateurs suivant des méthodes actives de formation en général et de l'approche andragogique en particulier et l'organisation des sessions de formation des leaders féminins ont permis respectivement : l'information et la sensibilisation d'une large gamme de femmes leaders sur l'importance du vote, la constitution d'un vivier de formateurs et formatrices dans chacune des deux régions notamment six à Koulikoro (dont 3 hommes et 3 femmes) et 10 à Mopti (dont 2 hommes et 8 femmes) et la présence dans les régions de femmes leaders et de quelques leaders masculins maîtrisant parfaitement le processus électoral.

- **Par rapport au résultat 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées et le suivi du projet est assuré**

Le projet a procédé à la mise en place d'un comité de pilotage de 4 personnes et au renforcement des capacités de ce comité ainsi que des autres membres du GP/DCF. Ces différentes opérations ont permis au comité de pilotage et aux membres du GP/DCF d'avoir une maîtrise parfaite des outils de gouvernance démocratique et de suivi et évaluation de projets. Ainsi, le comité de pilotage a pu effectuer à hauteur de souhait au suivi régulier des activités à travers des réunions hebdomadaires pour faire des réalisations par rapport au plan de travail.

Les documents mis à notre disposition attestent à suffisance que les axes stratégiques utilisés ont permis de produire des résultats souhaités d'où leur adéquation avec le cadre de suivi des résultats.

- **REFAMP**

Résultat 1 : Les différentes cibles du plaidoyer comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).

Résultat 2 : Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) est favorable aux propositions de réformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les réformes futures.

Résultat 3 : Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages.

Résultat 4 : Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires pour accroître la participation des femmes aux instances de prise de décision.

C. Stratégies les plus efficaces utilisées par les trois projets

Les stratégies les plus efficaces citées par les personnes rencontrées (trois structures) sont :

- L'identification participative des besoins de renforcement des capacités,
- L'Implication d'autres structures, des personnes ressources et des leaders communautaires et religieux,
- Les sensibilisations à travers les radios,
- Implication des partis politiques à travers le cadre,
- Le renforcement de capacité des bénéficiaires,
- Les actions de plaidoyer à l'intention des décideurs.

Ces stratégies ont entraîné une forte adhésion des acteurs au projet et par ricochet l'atteinte des résultats escomptés.

D. Partenariat

Le CMDID a travaillé avec le MPFEF à travers les directions régionales et avec les organisations communautaires de base, mais n'a pas développé de partenariat formel avec celles-ci.

Des débats, il est ressorti que le projet n'a rien fait pour gérer ce partenariat stratégique aussi tous les bénéficiaires ont été impliqués dans les activités de formation et sensibilisation à l'unanimité et un répondant d'ajouter vouloir assister à des débats radios à l'intention du monde rural

Dans l'exécution du présent projet, le GP/DCF a tissé des relations de partenariat avec divers acteurs sociaux, institutionnels et de la société civile.

- Avec le Cadre de Concertation des Femmes des Partis politiques (CCFP) : le partenariat a porté sur la conduite des actions de plaidoyer auprès des partis politiques pour la prise en compte des préoccupations politiques des femmes.
- Avec le CMDID et le REFAMP, le partenariat stratégique a porté sur l'harmonisation des approches d'intervention (sensibilisation des partis politiques, formation des femmes leaders et plaidoyer auprès des partis politiques) et la création d'un cadre de concertation entre les trois partenaires pour échanger et partager les difficultés, les opportunités à saisir et de trouver les solutions concertées pour résoudre les difficultés rencontrées.
- Avec acteurs sociaux (RECOTRADE, AMUPI, ANSAR DINE), le partenariat a porté sur :
 - L'implication des leaders masculins par cercle dans les sessions de formation. Ces leaders sont choisis parmi les responsables des associations ayant des démembrements dans les deux régions et au niveau des cercles,
 - L'information et la collaboration des responsables d'associations sur la collaboration future de leurs représentants au niveau régional et local.

Le GP/DCF entretient avec ces acteurs sociaux une relation de partenariat autour de plusieurs sujets d'intérêt commun : élaboration de la politique nationale d'égalité Femme/hommes (élaboration des sessions d'information, de partage et de recueil), adoption du code des personnes et de la famille (accompagnement de toutes les activités de la campagne de plaidoyer par le RECOTRADE,

- Avec les partenaires institutionnels (Etat, collectivités), le partenariat a porté sur l'implication dans la mise en œuvre du projet depuis la phase de préparation terrain à la fin. Ces partenaires ont été des alliés stratégiques du projet à travers la recherche de solutions aux difficultés que le projet a rencontrées et l'appui, le soutien dans les activités, la facilitation de la mobilisation sociale en faveur du projet.

Ce partenariat avec les autres acteurs est jugé important car il a permis une synergie d'actions autour des préoccupations électorales des femmes. Toutefois, il a été recommandé que les acteurs doivent s'associer davantage pour continuer la lutte pour la participation des femmes aux instances de prise de décision même après les différents financements.

D'après les bénéficiaires du projet REFAMP/CCFP, à part un seul de Koulikoro qui affirme l'existence de partenariat avec la DRPF, pour les autres il n'y a eu aucun type de partenariat.

Mais, selon les responsables REFAMP/CCFP à Bamako, il y a eu partenariat avec le CMDID lequel a permis d'accéder facilement aux partis politiques et avec le GP/DCF pour accéder aux faitières pour négocier la vision de la parité.

Des débats, il est ressorti que le projet n'a rien fait pour gérer ce partenariat stratégique aussi tous les bénéficiaires ont été impliqués dans les activités de formation et sensibilisation à l'unanimité et un répondant d'ajouter vouloir assister à des débats radios à l'intention du monde rural.

À la question de savoir si tous les acteurs clés ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet ils ont répondu à l'unanimité que l'état et certaines associations communautaires ont été exclus du processus de mise en œuvre néanmoins les femmes députées à l'assemblée constituent des partenaires et même des alliées.

3. Impact

Il serait difficile à ce stade de parler d'impact du programme dans la mesure où le processus électoral a été interrompu suite à la crise institutionnelle que le pays a connue. Cependant, la mise en œuvre des trois projets a apporté des changements et produit des effets au niveau des femmes des partis politiques et dans les communautés concernées.

- **CMDID**

La mise en œuvre du projet a eu des changements au niveau des femmes des partis politiques concernés.

- Les femmes ont eu confiance en elles mêmes
- L'image positive des femmes en politique,
- L'amélioration du nombre de femmes au sein des partis politiques,
- Des femmes présidentes et secrétaires générales du mouvement des femmes au sein du parti,
- Présence d'espace d'échange des femmes ; d'où une harmonisation de leur langage,
- Perception de la femme comme un partenaire sûr et capable d'apporter le changement,
- Disparution de la mauvaise image de la femme en politique,
- La confiance en soi des femmes battantes,
- La confiance des femmes aux femmes,
- La bonne compréhension du leadership féminin au sein des partis.
- Les femmes participent de plus en plus aux réunions du parti ;
- Les époux ont compris et sont moins regardant sur la participation des femmes aux réunions politiques.

***« Cette expérience a permis d'identifier un important besoin de formation à la politique. Par ailleurs, beaucoup de femmes qui manquent de confiance en elles, se sentant peu instruites et n'ayant pas l'habitude de prendre la parole librement au cours de manifestations publiques arrivent aujourd'hui à s'exprimer lors des réunions du parti et tout cela grâce au projet du CMDID »
Point focal CMDID Mopti.***

- **REFAMP :**

L'implication des bénéficiaires dans les activités du projet a été jugée satisfaisante par les personnes rencontrées sur le terrain car selon elle tous y compris des acteurs clés(leaders communautaires, religieux, les autorités administratives, les responsables des partis politiques, les chefs de famille), ont été largement impliqués dans les activités de renforcement de capacités, formation des formateurs, sensibilisation/plaidoyer, identification des besoins de formation, etc. à l'avenir les bénéficiaires souhaitent une plus participation aux activités de sensibilisation et de formation des leaders féminins et membres d'associations au niveau des cercles et communes car c'est là où il y a le plus nombre de femmes rurales analphabètes et d'hommes réticents à l'amélioration des conditions des femmes.

A la question de savoir comment le projet a aidé leur structure, le REFAMP répond que :

Le projet lui a permis de :

- Faire une mise à niveau dans le cadre du plaidoyer ;
- Développer notre niveau de partenariat avec le cadre pour atteindre les partis politiques ;
- Renforcer nos connaissances sur le genre.

Et pour le CCFPP le projet l'a aidé à :

- Etre visible (c'était notre premier projet)
- Toucher presque toutes les femmes politiques des zones d'intervention,
- Approcher les hommes des partis politiques à partir des échanges d'expériences.

Les impacts directs recensés sont :

- Engouement pour les futures élections
- Les mentalités ont positivement évolué à l'égard des femmes politiques
- L'introduction d'un article spécifique dans la constitution
- Les points focaux sont à même de continuer les activités et consolider les acquis du projet

Supports produits dans le cadre du projet

- Document de lobbying/plaidoyer
- Cassettes sur le communiqué conjoint

- **GP/DCF**

La réalisation de ces activités a permis la production de bien d'effets souhaités à savoir :

- Un début de changement de comportement positif envers les femmes ;
- Une parfaite maîtrise par les femmes leaders du processus électoral et l'acquisition d'une capacité de mener une bonne campagne électorale ;
- Un renforcement des capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF.

4. Durabilité/pérennisation

Dans le document de programme, plusieurs mesures ont été envisagées par ONU Femmes et ses partenaires pour assurer la durabilité des activités menées. Cette perspective des structures de mise en œuvre montre qu'elles veulent contribuer efficacement à l'amélioration de la participation des femmes à la prise de décisions au sein des partis politiques et au niveau de la communauté. On constate après une analyse des informations, que des actes ont été effectivement posés dans le cadre de l'appropriation et la pérennisation des activités entreprises. En effet, depuis l'élaboration du document de projet, des actes de durabilité ont été posés. Il s'agit entre autres du choix et de la formation des relais (CMDID), des activités de renforcement des capacités des femmes en leadership, etc. Des supports (en français et bamanankan) ont été mis à la disposition des participantes aux différentes formations.

Le partenariat/la collaboration entre les trois structures est aussi un élément de durabilité.

Ces acquis restent fragiles ; les relais ne sont pas suffisamment formés pour la démultiplication des ateliers de formations des militants ; les partis politiques n'ont pas affecté de ressources financières à la formation des militantes. Les responsables de certains partis ne sont pas engagés pour la promotion des femmes dans les organes des partis.

Le document de politique nationale Genre n'est pas bien connu des partis politiques malgré les ateliers de formation du CMDID.

Tous ces éléments mentionnés peuvent affecter la durabilité du programme qui a déjà subi un coup avec la crise institutionnelle. Ce problème n'a pas permis d'évaluer l'atteinte des objectifs à savoir l'augmentation du nombre de femmes candidates aux élections de 2012 (non tenues)

Les personnes rencontrées ont proposé la continuation des activités de renforcement de capacités.

VI. Bonnes pratiques/Leçons apprises/Défis

Les bonnes pratiques

Au cours de la collecte des données, les bonnes pratiques, les leçons apprises ont été identifiées.

- La concertation entre acteurs autour de la question des femmes et politiques,
- Le choix des relais par des partis politiques pour la formation et la sensibilisation,
- L'identification des besoins de formation des femmes en politique,
- L'identification des thèmes de formation en rapport avec les besoins identifiés (Formations ciblées : genre, DIRO, formation politique)
- Les échanges d'expérience entre femmes de partis politiques,
- L'adaptation des moments de réunions du parti aux périodes de disponibilités des femmes ;
- L'engagement des leaders politiques pour un meilleur positionnement des femmes (têtes de liste) au cours des ateliers de formation et des concertations.
- Négociation avec le CARI et l'association des journalistes

Leçons apprises :

- L'émergence politique des femmes dépend de leur propre engagement en politique,
- L'implication des hommes aux côtés des femmes est gage de leur bonne position au sein des organes du parti ;
- Les femmes ne peuvent réussir en politique qu'avec l'engagement des hommes leaders politiques ;
- La formation est un atout pour l'éveil de conscience des femmes et leur engagement en politique,
- Les femmes ont compris qu'au lieu de soutenir les hommes elles gagneraient à soutenir les femmes candidates même si elles sont de colorations politiques différentes
- En cas d'alliance dans le partenariat, il faut négocier un protocole écrit spécifiant les rôles et missions de chacun pour une meilleure gestion
- Les hommes restent toujours dominants aux postes politiques malgré les différentes interventions
- Le fait d'augmenter la candidature des femmes ne garantit pas un nombre élevé de femmes élues
- Malgré les discours des hommes, quand il s'agit de concrétiser c'est un problème, ils ne veulent pas partager le pouvoir et cela quelque soit leur niveau d'instruction

Défis :

- Prise en compte des femmes des cercles et communes lors des formations,
- Appui financier aux femmes pour les campagnes,
- Pérennisation des acquis du projet,
- Positionnement des femmes en bonne place lors des élections législatives et communales,
- Changement de mentalité et de comportement des hommes pour l'émergence politique des femmes,
- Création d'une synergie d'action autour de la problématique

VII. Recommandations

La présente évaluation a révélé des insuffisances et faiblesses auxquelles les structures de mise en œuvre et leur partenaire doivent apporter des solutions.

Le programme soumis à l'évaluation fait appel à un changement de comportement dont l'objectif ne peut pas être atteint en un projet ponctuel ; il faut un véritable programme de renforcement et de plaidoyer, avec des Plans Opérationnels actualisés.

Des recommandations ont été faites lors des entretiens. Certaines de ces recommandations sont adressées aux responsables de projets, d'autres à ONU FEMMES et à l'état.

Nous les avons regroupés comme suit :

Le renforcement organisationnel et technique des structures de mise en œuvre

- Mise à disposition du REFAMP d'un consultant pour le renforcement de capacités des membres dans la mise en œuvre des activités,
- Assurer le suivi régulier des activités mises en œuvre par les partenaires bénéficiaires de fonds, à travers le recrutement d'un agent de suivi ou la contractualisation avec un consultant,
- Assurer l'audit des fonds alloués soit à travers un agent ou une agence d'audit,
- Organiser des rencontres entre partenaires de ONU Femmes pour des échanges et renforcement mutuel en vue d'une meilleure synergie d'action,

La poursuite des activités de renforcement de capacités des acteurs communautaires et politiques à travers :

- les campagnes avec les radios de proximité ;
- les formations des acteurs communautaires et coutumiers ;
- la décentralisation des activités de formation (Cercles et communes) ;
- l'accès des femmes leaders à une documentation simple compréhensible traduite dans les langues du milieu (images, posters, etc.) ;
- le recyclage des relais et leur accès à des guides simples d'animation en langues nationales ;
- la réplique des formations données aux relais aux militants et membres à la base ;
- Il faut que les partis politiques utilisent les 10% pour la promotion de la femme.

Le développement des activités et outils de plaidoyer

- Avant les élections former les femmes sur leurs droits et leurs devoirs (formation citoyenne) et sur le processus électoral pour une bonne position sur les listes ;
- Au moment des élections appuyer les candidates pour la réussite de leurs campagnes (plan de conduite du candidat, message, etc.) ;
- Après les élections appuyer les femmes élues à émerger au sein des bureaux communaux et parlementaires ;
- Former les femmes leaders en plaidoyer afin qu'elles conduisent des sessions auprès des décideurs pour l'adoption des quotas en faveur des femmes ;
- Continuer les concertations au sein des partis politiques sur le leadership féminin.

Le renforcement du partenariat

- Une collaboration étroite avec le MPFEF et ses démembrements régionaux pour une mobilisation pérenne des femmes lors des formations et activités de plaidoyer ;
- Partager les documents produits sur les femmes par les trois structures ;
- Collaboration étroite des trois structures avec les partis politiques en vue d'une utilisation judicieuse des ressources (% réservés aux femmes) allouées par l'état ;
- Décerner des certificats de reconnaissance aux partis qui ont plus de femmes dans leur bureau (National, section et sous section) ;
- Mettre l'accent sur la prise en compte de la Politique Nationale Genre dans la vie socio économique et politique pour éradiquer toute discrimination en matière de l'égalité genre ;

- Prendre des dispositions juridiques pour améliorer la participation des femmes en politique (quota puis parité) ;
- Soutenir techniquement et financièrement les campagnes des femmes candidates ;
- Mise en place d'un cadre d'échanges périodique composé de ONU Femmes, des partenaires bénéficiaires, du MPFEF et, du Ministère de l'Administration territoriale ;
- renforcement du rôle mobilisateur de la société civile, des ONG, des associations et du secteur privé, en vue de favoriser une adéquation entre demande sociale et réponse institutionnelle et renforcer la capacité des structures gouvernementales à coordonner efficacement les actions des projets ;
- Appui à la préparation et l'exécution d'études et recherches spécifiques pour améliorer les connaissances sur la situation des femmes afin de pouvoir utiliser ces informations dans le cadre du plaidoyer pour l'adoption de mesures législatives spéciales

Amélioration du processus de sélection et de gestion des structures de mise en œuvre

- Inclure désormais dans les critères de sélection des structures de mise en œuvre les capacités de gestion financières et administratives car les seules capacités techniques ne suffisent pas ;
- Evaluer à temps les projets financés (Au maximum trois mois après leur clôture) ;
- Accompagner les partenaires en auto évaluation ;
- Financer des études de base afin de pouvoir mesurer les indicateurs ;

VIII. Conclusion et réflexion des consultants

Depuis l'adoption par le Gouvernement de la Politique Nationale Genre et de son plan d'action triennal, des actions ont été menées, notamment dans le cadre de l'émergence politique des femmes tant par les services techniques que les organisations de la société civile. L'on constate à ce niveau le faible niveau d'information et de connaissance des besoins des femmes par la plupart des acteurs. Les interventions doivent, d'une part, œuvrer à améliorer la connaissance des acteurs sur les besoins réels des femmes et d'autre part, susciter d'avantage les femmes à la demande de services.

A cet effet, l'état doit mener les activités suivantes :

L'analyse contextuelle sur la participation de la femme dans les organes dirigeants des partis politiques s'inscrit dans la recherche de la place effective accordée à la femme dans les appareils partisans, et partant, de son influence dans la définition des politiques la concernant, soit au sein des Partis, soit au niveau national, dépendant de son positionnement, à la suite des consultations électorales imminentes. Même si l'Etat ne doit pas s'immiscer dans le fonctionnement des partis politiques, les conventions internationales signées exhortent ces derniers à s'engager par écrit contre toute idéologie visant la discrimination fondée notamment sur le genre.

En ce qui concerne la place de la femme dans les instances des partis politiques, sur le double plan de la formulation du projet politique de promotion de la femme, d'une part, et de sa position dans les instances dirigeantes des Partis d'autre part, les observations suivantes s'imposent :

- La promotion de la femme n'est pas un projet clairement exprimé et opérationnellement programmé comme politique volontariste de la plupart des partis politiques.
- Le nombre de femmes occupant les fonctions de responsabilité au sein des organes dirigeants des partis est faible ; plus on remonte dans la hiérarchie du Parti, plus la représentation devient faible ;
- Les fonctions généralement confiées à la femme dans les instances dirigeantes sont quasiment identiques dans les différents partis. La femme semble jouir d'une certaine spécialité dans les instances de décision, elle est généralement en charge des questions du genre ou des affaires socio culturelles. Lorsqu'elle a en charge d'autres fonctions, elle est adjointe travaillant sous la responsabilité d'un homme exerçant la prééminence de la fonction.

Des forces et faiblesses ont été constatées dans la mise en œuvre du programme, tant au niveau de l'ONUFEMMES que des structures de mise en œuvre. Les principales ont porté sur :

1. Forces

• **ONU Femmes**

- L'appui de ONU Femmes a permis à plusieurs associations féminines et politiques à évoluer positivement dans le système ;
- Le choix des trois structures pour piloter les projets ;
- L'appui conseil des structures sur les questions de genre et de gestion administrative, l'élaboration des rapports financiers et narratifs, l'organisation de la conférence de presse (prime time pour la diffusion, choix des organes de presse)
- Accompagnement dans les différentes phases d'exécution du programme.

• **Structures de mise en œuvre**

- Mise en place et responsabilisation des comités de pilotage dans la gestion des projets,
- Identification participative des besoins de renforcement des capacités,
- Choix des points focaux et des relais dans les zones d'intervention.

2. Faiblesses

- **ONU Femmes**

- Courte durée du financement,
- Lourdeur administrative surtout dans le décaissement des fonds,
- Dévalorisation des prestations

- **Structures de mise en œuvre**

- Insuffisance de formation des relais pour la démultiplication des formations reçues,
- Manque de financement au sein des partis pour l'organisation de formations pour les militantes et militants au niveau cercle et communes,
- Méconnaissance de la Politique Nationale Genre par les responsables des partis politiques et des militants,
- Absence de plan d'action et de stratégie genre pour une meilleure prise en compte des femmes dans les organes des partis.
- Retard enregistré dans la mise à disposition des fonds par le responsable financier de certains projets
- Les responsables des partis politiques n'ont pas fait de suivi des activités des relais formés ;
- Les partis n'ont pas de plan d'action ni de stratégie genre pour une meilleure prise en compte des femmes dans les organes des partis.
- Le CCFPP a été un peu pris de cote a cause de son statut juridique, la gestion revenait entièrement au REFAMP ce qui a crée des frustrations car la visibilité du CCFPP ne ressortait pas
- Les besoins des femmes en matière de formation n'étaient pas totalement pris en charge.

IX. Annexes

Annexe 1: Termes de références

33115 - Consultant National: Evaluation Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique au Mali - Bamako, MALI

Summary

Job ID/Title : 33115 - Consultant National: Evaluation Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Democratique au Mali

Scope of advertisement: Globally advertised (Including jobs.undp.org)

Category (eligible applicants) : External

External defines as applicants external to UNDP and to the UN Common system, including UNDP non-staff.

Brand: UNIFEM

Practice Area: Management

Application Deadline: 16-Oct-12

Type of Contract: Individual Contract

Post Type and Level: National Consultant

Duty Station:Bamako, MALI

Languages Required: English French

Starting Date: (date when the selected candidate is expected to start)

Background:

Le Mali est dans un processus démocratique depuis 1992, caractérisé par une ouverture démocratique instituant le multipartisme intégral. Il a également entamé un processus de décentralisation effectif depuis 1999 avec la mise en place des collectivités territoriales décentralisées en charge du développement local. Malgré les progrès accomplis, ces deux processus (démocratisation et décentralisation) se caractérisent par une faible participation des femmes, et ce malgré la ratification par le Mali de plusieurs conventions régionales et internationales en la matière (CEDEF, Protocole de Maputo, etc.).

La participation des femmes à la gouvernance et leur accès aux mandats électifs et nominatifs font partie des nombreux défis de la démocratie malienne. Les écarts Hommes/Femmes demeurent encore très élevés. L'évaluation du rapport CEDEF du Mali en 2006 a pris des mesures visant à favoriser la participation des femmes aux postes nominatifs et électifs. En application de ces recommandations, le Mali fait des efforts considérables pour réduire les écarts entre les sexes au niveau des postes nominatifs.

Au niveau des postes nominatifs : 15% de femmes membres du Gouvernement (5 sur 33) avec une femme Premier Ministre, 11% d'Ambassadrices, 8% du Haut Conseil des Collectivités (6 sur 72) et 26,7% de femmes dans l'administration publique. Pour ce qui est des postes électifs, le nombre d'élues aux communales a également augmenté passant de 720 en 2004 à 927 en 2009. L'examen des résultats montre que des efforts importants restent encore à faire pour une acceptation sociale des femmes aux postes de prise de décision dans le pays. L'adoption en Novembre 2010 de la politique Nationale Genre, qui dans son orientation 4, met un accent particulier sur l'émergence politique des femmes laisse entrevoir des perspectives pour un engagement plus important du Gouvernement. De plus, la société civile s'organise pour insuffler une dynamique féminine lors des prochaines élections en tant que candidates, électrices et surtout en tant qu'élues afin de réduire les écarts importants entre les sexes.

Conscient de ces enjeux et dans le souci de respecter ses engagements, le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille et ONU FEMMES ont développé le programme « Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali » en vue de corriger les insuffisances dans la participation des femmes.

Le programme « Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali » financé par la coopération espagnole pour deux années 2009-2010 prolongé jusqu'à 2012. Il vise globalement la création d'un environnement institutionnel et social favorable à la promotion de l'égalité entre les sexes dans la gouvernance démocratique au Mali. De façon spécifique, le programme a pour objectifs i) d'appuyer l'augmentation quantitative et qualitative de la participation politique des femmes aux élections communales de 2009 et législatives de 2012 en tant qu'électrices et candidates ii) d'appuyer la participation des femmes élues dans la

prise de décision iii) d'instaurer un dialogue multi-acteurs pour mieux coordonner les actions dans le domaine de la participation politique des femmes et de mobiliser les acteurs autour d'un agenda commun.

Les principaux partenaires de mise en œuvre lors du premier appel à proposition ont été : ONG Action Mopti, Association pour la Promotion du Leadership Féminin (APLEF), ONG ALHER) pour les actions dans le cadre des communales de 2009. Les actions de préparation des élections de 2012 ont été implémentées par : i) le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP) et le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFPP) pour le niveau institutionnel pour influencer les processus de réformes en cours pour l'intégration d'une mesure spéciale favorisant la participation des femmes à la vie politique dans les textes en relecture (Code Electorale, Constitution)ii)le Centre Malien de Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID)au niveau des partis politiques pour la promotion de la participation des femmes dans leur fonctionnement, et iii) le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes (GPDCF)au niveau du renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local afin qu'elles soient outillées dan

Description of Responsibilities :

Objectif général:

L'objectif de l'évaluation est d'établir le bilan de l'exécution du programme en dégagant les forces et les faiblesses ; les réussites et échecs et de proposer des recommandations pertinentes capables de corriger les insuffisances constatées et de renforcer les acquis et les bonnes pratiques au niveau de la future programmation.

Objectifs spécifiques

- Evaluer l'augmentation quantitative de la participation politique des femmes en termes de candidatures, de positionnement et d'élues aux élections communales de 2009 dans les zones d'intervention.
- Analyser les données pour mieux connaître la contribution du programme aux performances des zones d'intervention (Koulikoro, Mopti et Tombouctou).
- Analyser les stratégies de plaidoyer utilisées pour influencer le processus des réformes pour l'intégration d'une mesure spécifique favorisant la participation politique des femmes (constitution, loi électorale)
- Recueillir les données pour évaluer la contribution du programme dans le leadership transformatif des partis politiques en faveur des femmes dans les localités de Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti et Tombouctou (en termes de composition des directions, des commissions d'investiture, taux des femmes au sein des partis politiques, le nombre de mesures internes prises, le nombre de relais femmes etc.)

- Déterminer le niveau de renforcement des capacités des femmes leaders au niveau régional et local (en termes de connaissances sur les élections législatives, la conduite d'une campagne électorale) pour l'accomplissement des droits des femmes dans les régions de Koulikoro et Mopti. .
- Connaitre le niveau d'acceptation des populations sur la participation politique des femmes en tant qu'électrices et candidates dans les régions de Koulikoro et Mopti. .
- Connaitre et apprécier le travail des organisations féminines du Mali, dans le processus de médiation, négociation pour un retour à la paix

Portée, critères et questions d'évaluation:

L'évaluation focalisera son analyse sur les activités mise en œuvre entre Janvier 2010 et Décembre 2011. Les trois critères d'évaluation seront (i) pertinence (ii) efficacité et (iii) impact :

Pertinence:

- La correspondance du programme avec les orientations nationales
- Les axes stratégiques et les résultats des différents partenaires de mise en œuvre sont ils en adéquation avec le cadre de suivi des résultats?
- Les activités des acteurs de mise en œuvre du programme répondent aux problèmes identifiés?
- Les stratégies opérationnelles répondent elles à l'approche du programme ?

Efficacité:

- Dans quelle mesure les objectifs du programme ont été atteints?
- Quelles sont les stratégies de mise en œuvre les plus efficaces utilisées ? Analyser le partenariat stratégique établi avec les autres acteurs intervenants

Impact

- Dans quelle mesure les changements identifiés et les résultats obtenus peuvent être attribués aux activités du programme ?
- Quelle durabilité pour les résultats obtenus et leur influence sur les femmes engagées dans la politique
- Quelles ont été les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis ?

Méthodologie

- **Revue documentaire:** Il s'agit d'une revue exhaustive des documents clés, tels que le document programme, l'accord de partenariat Coopération Espagnole/ONU Femmes (ex UNIFEM) et ses plans d'actions et rapports annuels, les rapports des activités spécifiques des partenaires de mise en œuvre. La revue documentaire sera alimentée par des entretiens préliminaires avec le Point Focal MFPFE et ONU Femmes pour évoquer les objectifs de l'évaluation, valider la méthodologie, les outils, les protocoles d'entretien, le calendrier détaillé et la matrice d'évaluation.
- **Consultation et Phase d'entretiens :** Des rencontres auront lieu avec des partenaires clés : le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes (GPDCF) le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP) et son partenaire le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFPP), le Centre Malien de Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID), ONG Action Mopti, Association pour la Promotion du Leadership Féminin (APLEF) ; ONG ALHER, le REPSFECO et ses membres pour recueillir leurs appréciations et attentes. Le programme sera envoyé aux différents partenaires pour les informer du passage de la mission.
- **Phase de rédaction du rapport, présentation et validation :** Un atelier de validation avec les principales parties prenantes aura lieu pour présenter les résultats et les recommandations de l'évaluation. Le draft présenté recueillera les observations des participants.
- **Elaboration du rapport final :** Un rapport définitif sera disponible une semaine après l'atelier de validation intégrant les divers amendements.

Les différentes tâches seront exécutées par un consultant en collaboration avec le Point Focal MPFEF sous la coordination de ONU Femmes.

Produits livrables par le consultant

- Un rapport initial avec le calendrier détaillé, la méthodologie, les outils et protocoles d'entretien, la matrice d'évaluation comprenant les critères et les questions d'évaluation, les indicateurs et les moyens de vérification des informations
- Une présentation PowerPoint avec les constats et recommandations clés à présenter lors de l'atelier de validation
- Une ébauche de rapport d'évaluation à présenter lors de l'atelier de validation
- Un rapport final d'évaluation structuré comme suit :

Résumé Exécutif (4 page maximum) : Le résumé ne doit pas dépasser 4 pages. Il s'agit d'un texte concis et indépendant qui rappelle le contexte de l'intervention, décrit le projet évalué (objectifs et contenu) et les étapes marquantes de son déroulement, et présente les principales conclusions du consultant sur sa performance à l'aune des critères d'évaluation retenus dans les TDR.

La méthodologie de l'Évaluation (2 pages maximum): Cette partie rappelle de manière résumée (renvoyer les détails en annexe si nécessaire) la méthodologie adoptée, les modalités générales de déroulement de la mission d'évaluation et les difficultés éventuelles rencontrées. Le consultant devra avoir le souci de présenter clairement les méthodes d'investigation et d'analyse utilisées, les procédures suivies pour collecter l'information, s'assurer de sa qualité et de sa validité.

Bilan global du programme (5 pages) : Cette partie doit comprendre :

- Une présentation générale du contexte et de son évolution au cours de la période de mise en œuvre,
- Une description du projet (objectifs, contenu, intervenant, mode opératoire), Un résumé du déroulement du projet depuis son démarrage (renvoyer éventuellement en annexes les détails sur les chiffres et les données collectées) mettant en évidence les principaux événements qui l'ont marqué, présentant l'affectation et le volume des financements mobilisés, rappelant les principales difficultés rencontrées et mentionnant, le cas échéant, les réorientations survenues.

Performance du projet (entre 06 et 09 pages)

Il est proposé d'organiser l'analyse évaluative par critères à raison de 2 à 3 pages pour chaque critère retenu dans les TDR. Le consultant doit expliciter clairement le cheminement progressif des étapes entre les observations (données brutes), les constats (indicateurs élaborés, ratios) et les jugements portés au niveau de : Pertinence, Efficacité et Impact du projet

Leçons apprises

Recommandations

Conclusions (4 pages)

L'évaluation doit aboutir à un jugement argumenté et à des conclusions sur les performances du programme. Ce chapitre doit synthétiser l'appréciation globale du consultant sur les performances du projet à l'aune de l'analyse évaluative. Les forces et faiblesses du projet doivent être clairement explicitées. Le consultant s'efforcera de formuler des conclusions en nombre limité de manière à garantir leur qualité. Il clarifiera ou supprimera tout jugement de valeur qui ne serait pas suffisamment étayé par des faits. Il s'efforcera également d'utiliser les critères d'évaluation de manière équilibrée. Les conclusions et enseignements éventuels sont listés, classés et priorisés en quelques pages. Les limites méthodologiques seront mentionnées, tout comme les opinions divergentes, s'il y en a.

Annexes (liste des entretiens, les outils de collecte, liste des documents clés consultés, TDR)

Code de conduite

L'évaluation sera conduite selon « le Code de Conduite Etique pour l'Evaluation » et « les normes et standards pour l'Evaluation » du Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (UNEG) à consulter sur www.uneval.org

DUREE DE LA MISSION et ERE D'INTERVENTION:

La mission se déroulera sur une durée de 15 jours, à partir du 1er novembre 2012. Elle s'étendra aux régions de : Kayes, Bamako, Koulikoro, Mopti. La répartition des jours se fait comme suit :

- Etapes de la méthodologie Nombre d'efforts (en jours)
- Revue documentaire 03
- Consultation et Phase d'entretiens 05
- Phase de rédaction du rapport, présentation et validation 04
- Elaboration du rapport final 03
- TOTAL 15

Competencies :

- Connaissance des questions relatives à la gouvernance, les droits humains des femmes et du genre l'égalité en particulier dans le domaine de la gouvernance démocratique,
- Familiarité avec le contexte pertinent au Mali
- Expérience en matière d'évaluation, notamment la gouvernance, le genre et axée sur les résultats d'évaluation diagnostic participatif, suivi évaluation, traitement ou analyse de données;
- Compétences de facilitation et de la capacité de traiter avec des groupes multipartites
- Excellentes compétences en communication et la capacité d'écrire rapport succinct et concentré
- Bonne connaissance des problématiques de gouvernance tant au niveau national que local, des relations entre organisations, des réalités sociales et culturelles et de l'état de l'environnement du programme.
- Une bonne connaissance de ONU Femmes et du Système des Nations Unies.

Qualifications :

Education:

- Diplôme d'études supérieures (bAC+4 ou Master ou équivalent en droit, sciences sociales, études de développement, etc.) et des compétences de recherche formelle.

Expérience:

- Au moins 10 années d'expérience dans la conduite des évaluations.

Connaissances Linguistiques Requises:

- L'anglais et le français.

OFFRES TECHNIQUES/FINANCIERES:

Offre technique et financière comporter les éléments suivants :

- Le(s) CV du ou des consultant (s) ;
- Une proposition méthodologique détaillée ainsi qu'une proposition des outils
- Un chronogramme d'exécution des activités.
- L'offre financière comprendra la décomposition du prix global, prix unitaire et le sous-détail des prix hors taxes en francs CFA et en dollars américain.

PROCEDURES DE SOUMISSION

Les soumissionnaires remettront une offre technique et une offre financière dans deux enveloppes distinctes adressées à la Directrice pays de ONU Femmes et portant la mention, « Offre technique» ou « Offre financière» pour l'Evaluation du programme « « Promouvoir la justice pour les femmes dans la gouvernance démocratique au Mali »à l'adresse suivante : ONU Femmes s/c PNUD Immeuble Alou Diarra, ACI 2000 Bamako, près Ambassade de Côte d'Ivoire.

Annexe 2 Liste de l'équipe d'évaluation

1. Dandara TOURE : Consultante principale, spécialiste en Genre et Communication.
Tél : 66 87 47 63 ; E-mail : kantedandara@yahoo.fr
2. Mme KENYADI Aïssé DIARRA : Sociologue, Consultante associée
Tél : 76 18 42 75 ; E-mail : aichediarra@yahoo.fr
3. Sékou HAIDARA : Ingénieur Statisticien-Economiste
Tél : 76 46 85 25 ; E-mail : h.sekou@yahoo.fr
4. Mamadou SANGARE : Administrateur civil, consultant associé
Tél : 66 79 11 50, E-mail : aadic_mali@yahoo.fr
5. Moussa TAMBOURA : Administrateur de l'action sociale
Tél : 76 03 94 54, E-mail : moussabeidi@yahoo.fr
6. Mme Diop Aoua Kanté, Assistante administrative (saisie et editing du document)
Tél : 69 65 10 01, E-mail : aouakante@hotmail.com

Annexe 3 Liste des documents consultés

1. Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID), Projet de renforcement des capacités et accompagnement des femmes des partis politique en perspective des élections législatives 2012 au Mali : Ateliers régionaux de formation des relais au sein des partis politique en genre et leadership. Juin 2011 ;
2. Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID) : Troisième rapport d'activité ONU FEMMES. Octobre à Décembre 2011 ;
3. Hubert DIABATE, Faoussatou TADJOU : Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID) : Guide pour les leaders politiques femmes au Mali. Octobre 2010 ;
4. Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID) : Amélioration de la position des femmes au sein des partis politiques. Fiche projet. Janvier 2010 ;
5. Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID) : Projet « Amélioration de la position des femmes au sein des partis politiques ». Rapport narratif final. Janvier- Décembre 2011, Avril 2012 ;
6. Fondation Centre Malien pour le Dialogue Inter-partis et la Démocratie (CMDID) : Projet d'amélioration de la position des femmes au sein des partis politiques : Etude sur la représentativité des femmes au sein des organes dirigeants des partis politiques membres du CMDID au Mali. Décembre 2010.
7. UNIFEM Clearance of Project Cooperation Agreement. Le Centre Malien pour le Dialogue Inter-Partis et la Démocratie au Mali (CMDID). Novembre 2009 ;
8. UNIFEM Clearance of Project Cooperation Agreement. Le Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires (REFAMP). Novembre 2009 ;
9. Strategic Note: Gender equality and women's empowerment at national and local levels. November 2010;
10. Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires Mali-REFAMP/MALI : Lobbying/plaidoyer et communication pour l'adoption de mesures législatives et règlementaires favorisant la participation de la femme à la vie politique. Rapport final ;
11. Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes GP/DCF : Projet « Renforcement des Capacités des Femmes Leaders et la Sensibilisation/Information pour un vote utile ». Fiche projet.
12. Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes GP/DCF : Projet « Renforcement des Capacités des Femmes Leaders et la Sensibilisation/Information pour un vote utile ». Rapport annuel 2011-2012 ;
13. Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes GP/DCF : Projet « Renforcement des Capacités des Femmes Leaders et la Sensibilisation/Information pour un vote utile » Rapport final. Mars 2012 ;
14. Note au dossier : Financement de trois structures dans le cadre de la mise en œuvre du projet *Promouvoir la Justice pour les femmes dans la Gouvernance Démocratique au Mali*. Mars 2010 ;
15. UNIFEM Mali : Programme : Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique. Rapport d'étapes Janvier 2009- Novembre 2010 ;

16. ONU FEMMES. Programme : Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique : No cost extension for spanishfundedprojects ;
17. ONU FEMMES. Programme : Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique. Rapport d'étapes Janvier 2009-Janvier 2011 ;
18. ONU FEMMES. Programme : Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique. Rapport d'étapes Janvier-Novembre 2011 ;
19. ONU FEMMES. Programme : Promouvoir la Justice pour les Femmes dans la Gouvernance Démocratique. Résumé Succinct ;

Annexe 4 Outils de collecte

EVALUATION DE LA PROMOTION DE LA JUSTICE POUR LES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE AU MALI

Canevas d'entretien /Sondage pour les responsables de projets

Numéro Questionnaire : |_|_|_|_|_|
(A remplir par l'enquêteur)

IDENTIFICATION

Libellé	Code
1. Région /District :	_
2. Cercle :	_ _
3. Commune :	_ _ _
4. Quartier / Village/Fraction	
5. Milieu : (Urbain = 1, Rural = 2)	_
6. Langues de l'interview (Français = 1, Bamanan = 2, Autre = 99 à préciser.....)	_

7. Nom du projet*.....
8. Nom et prénoms du répondant
9. Fonction du répondant.....

NB : *Tout au long de la suite du questionnaire, les questions par projet doivent être posées en fonction du seul projet intéressant le bénéficiaire.

10. Résultat de l'entrevue		Observations
1. Interview acceptée	_	_____
2. Acceptée avec réticence		_____
3. Abandon		_____
4. Absence temporaire		_____
5. Refus		_____
6. Autre (à préciser en observations)		_____

P1: CMDID

.....
.....

P2: GP/DCF

.....
.....

P3 : REFAMP

.....
.....

QA4. Comment les stratégies opérationnelles utilisées sont pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés ?

Stratégies	Niveau de pertinence		
	Très pertinent	Assez pertinent	Peu pertinent
1. Renforcement de capacités			
2. Sensibilisation plaidoyer			
3. Etudes et Recherches			
4. Appui institutionnel			
5. Echanges d'expérience			

QA5. Comment évaluez-vous le partenariat avec ONU FEMMES ?

- **Forces de ce partenariat**

.....

- **Points à améliorer**

.....

- **Recommandations**

.....

B.EFFICACITE

QB1. Etes-vous satisfait de la gestion du projet avec les engagements contractuels d'ONU FEMMES (Précisez par projet : P1 : projet CMDID, P2 : projet GP/DCF, P3 : projet REFAMP)

P1 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P2 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P3 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

QB1.1.Si non ou partiellement satisfait ?

Pourquoi ?

.....

QB1.2.Si satisfait, justifiez votre réponse

.....

QB2.Les résultats des axes stratégiques de vos différents partenaires sont-ils en adéquation avec le cadre de suivi de vos résultats ?

Oui Non

Les résultats par projets

Résultats	Oui	Non	Commentaires
1. CMDID			

<p>Résultat 1 : Les responsables des partis politiques sont sensibilisés à l'adoption de mesures internes favorisant l'émergence politique de femmes</p> <p>Résultat 2 : Les cadres des partis politiques sont sensibilisés sur l'importance de l'adoption de mesures internes pour l'émergence de femmes politiques de femmes au sein des partis politiques</p> <p>Résultat 3 : Le nombre des femmes a augmenté au sein des organes dirigeants des partis politiques</p>			
<p>2. GP/DCF</p> <p>Résultat 1 : les leaders féminins et masculins sont formés en leadership et leurs connaissances sur le processus électoral ont été améliorées. Résultat 1Bis : Un changement de comportement positif envers les femmes est perceptible.</p> <p>Résultat 2 : les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale</p> <p>Résultat 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées et le suivi du projet est assuré.</p>			
<p>3. REFAMP</p> <p>Résultat 1 : Les différentes cibles du plaidoyer comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accèsion d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).</p> <p>Résultat 2 : Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) est favorable aux propositions de réformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les réformes futures.</p> <p>Résultat 3 : Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages.</p> <p>Résultat 4 : Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires pour accroître la participation des femmes aux instances de prise de décision.</p>			

QB3. Comment appréciez-vous le niveau de réalisation des activités des projets ?

Niveau réalisation des activités des projets financés par ONU FEMMES

Nom du projet	Conditions satisfaites				Niveau de réalisation (en %)
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	

*A.....D
(+.....-)

QB4. Est-ce que les objectifs fixés ont été atteints ?

Objectifs par projet	Oui	Non	Niveau d'atteinte en %	Commentaires
1. CMDID <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques 				
2. GP/DCF <ul style="list-style-type: none"> Accroître le nombre de candidates dans les zones ciblées ; Accroître le nombre d'élues dans les zones ciblées ; Renforcer le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes. 				
3. REFAMP <ul style="list-style-type: none"> Créer un environnement favorable à l'adoption de mesures législatives et règlementaires à la participation de la femme à la vie politique ; Favoriser l'accession des femmes aux instances de prise de décision Accroître le nombre de candidatures féminines aux prochaines élections ; Augmenter le nombre de femmes élues. 				

QB5. Selon vous, quelles sont les stratégies de mise en œuvre les plus efficaces utilisées par les projets?

.....

.....
QB6. Comment analysez-vous le partenariat stratégique avec les autres acteurs intervenants ?

.....
.....

QB7. Que font les projets pour gérer ce partenariat stratégique ?

.....
.....

QB8. Comment analysez-vous le partenariat stratégique avec les acteurs suivants ?

- les autres acteurs intervenants dans les domaines similaires
.....
- les autres projets financés par ONU FEMMES
.....
- les partenaires institutionnels
.....
.....
- les acteurs communautaires
.....
.....

C.IMPACT/EFFET

QC1. Comment le projet a aidé votre structure ?

.....
.....

QC2. Dans quelle mesure les changements identifiés et les résultats obtenus peuvent être attribués aux activités du projet ?

.....
.....

QC3. Comment les résultats obtenus vont-ils influencé les femmes engagées dans la politique ?

.....
.....

QC4. Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet ?

.....
.....

QC5. Avez-vous développés des supports/outils au cours de ce projet ?

Oui |__| Non |__|

Si oui, donnez la liste complète?

.....
.....

QC6.Comment comptez-vous pérenniser ce projet ?

.....
.....

QC7.Quelles ont été les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis ?

.....
.....

QC8.Si le projet doit être réédité, quels sont vos recommandations pour garantir de meilleurs résultats ? (Tant pour le partenaire que pour votre structure)

.....
.....

Merci pour les réponses données

EVALUATION DE LA PROMOTION DE LA JUSTICE POUR LES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE AU MALI

GUIDE D'ENTRETIEN (à l'intention des bénéficiaires de projet)

Numéro Questionnaire : |_|_|_|_|_|
(A remplir par l'enquêteur)

IDENTIFICATION

Libellé	Code
1. Région /District :	_
2. Cercle :	_ _
3. Commune :	_ _ _
4. Quartier / Village/Fraction	
5. Milieu : (Urbain = 1, Rural = 2)	_
6. Langues de l'interview (Français = 1, Bamanan = 2, Autre = 99 à préciser.....)	_

7. Nom du Projet*..... 8. Nom et prénoms du répondant 9. Fonction du répondant.....

NB : *Tout au long de la suite du questionnaire, les questions par projet doivent être posées en fonction du seul projet intéressant le bénéficiaire.

10. Résultat de l'entrevue	Observations
7. Interview acceptée	_____
8. Acceptée avec réticence	_____
9. Abandon	_____
10. Absence temporaire	_____
11. Refus	_____
12. Autre (à préciser en observations)	_____

11. DATE DE COLLECTE _ _ / _ _ / _ _		12. CODE ENQUETEUR
Heure début	Heure fin	
_ _ H _ _ MN	_ _ H _ _ MN	_ _ _

13. APPRECIATION DE L'ENQUÊTE (A remplir par l'enquêteur après l'interview)

Disponibilité en temps de l'enquête 1 = Bonne 2 = Moyenne __ 3 = Mauvaise	Motivation (adhésion) de l'enquête 1 = Bonne 2 = Moyenne __ 3 = Mauvaise	Difficultés rencontrées par l'enquêteur 1 = Oui 2 = Non	
		Incompréhension	__
		Absence de document (factures)	__
		Refus de parler ou de répondre	__

14. Vérification		15. Saisie		16. Correction	
Date	Agent	Date	Agent	Date	Agent
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _	_ _ _ _ _ _ _	_ _
		Autres (précisez)			

A. PERTINENCE

QA1. Selon vous, est-ce que les projets financés sont pertinents par rapport à la problématique ?

P1 : Oui |__| Non |__|

Justifiez votre réponse

.....
.....
.....

P2 : Oui |__| Non |__|

Justifiez votre réponse

.....
.....
.....

P3 : Oui |__| Non |__|

Justifiez votre réponse

.....
.....
.....

QA2. Quelles sont les stratégies opérationnelles utilisées dans le cadre de ce projet ?

.....
.....

QA3. Selon vous, la procédure de sélection est-elle pertinente par rapport aux choix des bénéficiaires ? (justifiez vos réponses à tous les niveaux de partenariat)

PO : ONU FEMMES

.....
.....

P1: CMDID

.....
.....

P2: GP/DCF

.....
.....

P3 : REFAMP

.....
.....

QA4. Comment les stratégies opérationnelles utilisées sont pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés ?

Stratégies	Niveau de pertinence		
	Très pertinent	Assez pertinent	Peu pertinent
6. Renforcement de capacités			
7. Sensibilisation plaidoyer			
8. Etudes et Recherches			
9. Appui institutionnel			
10. Echanges d'expérience			

B.EFFICACITE

QB1. Les résultats des axes stratégiques de vos différents partenaires sont-ils en adéquation avec le cadre de suivi de vos résultats ?

Oui Non

Les résultats par projet

Résultats	Oui	Non	Commentaires
<p>4. CMDID</p> <p>Résultat 1 : Les responsables des partis politiques sont sensibilisés à l'adoption de mesures internes favorisant l'émergence politique de femmes</p> <p>Résultat 2 : Les cadres des partis politiques sont sensibilisés sur l'importance de l'adoption de mesures internes pour l'émergence de femmes politiques de femmes au sein des partis politiques</p> <p>Résultat 3 : Le nombre des femmes a augmenté au sein des organes dirigeants des partis politiques</p>			
<p>5. GP/DCF</p> <p>Résultat 1 : les leaders féminins et masculins sont formés en leadership et leurs connaissances sur le processus électoral ont été améliorées. Résultat 1Bis : Un changement de comportement positif envers les femmes est perceptible.</p> <p>Résultat 2 : les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale</p> <p>Résultat 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées et le suivi du projet est assuré.</p>			
<p>6. REFAMP</p> <p>Résultat 1 : Les différentes cibles du plaidoyer comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).</p> <p>Résultat 2 : Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) est favorable aux propositions de réformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les réformes futures.</p> <p>Résultat 3 : Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages.</p> <p>Résultat 4 : Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires pour accroître la participation des femmes aux instances de prise de décision.</p>			

QB2. Comment appréciez-vous le niveau de réalisation des activités du projet ?

Niveau réalisation des activités du projet financé par ONU FEMMES

Nom du projet	Conditions satisfaites				Niveau de réalisation (en %)
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	

*A.....D
(+.....-)

QB3. Est-ce que les objectifs fixés ont été atteints ?

Objectifs par projet	Oui	Non	Niveau d'atteinte en %	Commentaires
4. CMDID <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique ; Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques. 				
5. GP/DCF <ul style="list-style-type: none"> Accroître le nombre de candidates dans les zones ciblées ; Accroître le nombre d'élues dans les zones ciblées ; Renforcer le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes. 				
6. REFAMP <ul style="list-style-type: none"> Créer un environnement favorable à l'adoption de mesures législatives et réglementaires à la participation de la femme à la vie politique ; Favoriser l'accès des femmes aux instances de prise de décision ; Accroître le nombre de candidatures féminines aux prochaines élections ; Augmenter le nombre de femmes élus. 				

QB4. Selon vous, quelles sont les stratégies de mise en œuvre les plus efficaces utilisées par le projet?

.....
.....

QB5. Comment analysez-vous le partenariat stratégique avec les autres acteurs intervenants ?

.....
.....

QB6. Que fait le projet pour gérer ce partenariat stratégique ?

.....
.....

QB7. Quelles sont les activités auxquelles vous avez été impliquées ?

.....
.....

QB8. Quelles sont les activités auxquelles vous souhaiteriez assister et pour quelles raisons ?

.....
.....

QB9. Selon vous est-ce que tous les acteurs clés ont été impliqués dans la mise en œuvre de ce projet ?

Oui Non

Si non, quels sont les manquants potentiels ?

.....
.....

**QB10. Est-ce que ces stratégies utilisées étaient en adéquation avec les valeurs culturelles de votre localité ?
(Justifier votre réponse)**

.....
.....

C. IMPACT / EFFET

QC1. Quelles sont les changements opérés auprès des bénéficiaires du projet ?

P1: CMDID

.....
.....

P2: GP/DCF

.....
.....

P3 : REFAMP

.....
.....

QC2. Dans quelle mesure les changements identifiés et les résultats obtenus peuvent être attribués aux activités du projet ?

.....
.....

QC3. Quelle est la durabilité pour les résultats obtenus et leur influence sur les femmes engagées dans la politique ?

.....
.....

QC4. Comment ce projet a contribué à améliorer les croyances des acteurs en faveur de la promotion politique des femmes?

.....
.....

QC5. Quelles ont été les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis ?

.....
.....

QC6. Que nous recommandez-vous pour le futur ?

.....
.....

Merci pour les réponses données

EVALUATION DE LA PROMOTION DE LA JUSTICE POUR LES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE AU MALI

Guide d'entretien pour les partenaires institutionnels

Numéro Questionnaire : |_|_|_|_|_|_|
 (A remplir par l'enquêteur)

IDENTIFICATION

Libellé	Code
1. Région /District :	_
2. Cercle :	_ _
3. Commune :	_ _ _
4. Quartier / Village/Fraction	
5. Milieu : (Urbain = 1, Rural = 2)	_
6. Langues de l'interview (Français = 1, Bamanan = 2, Autre = 99 à préciser.....)	_

7. Nom de l'institution partenaire..... 8. Nom et prénoms du répondant 9. Fonction du répondant.....

10. Résultat de l'entrevue		Observations
13. Interview acceptée		_____
14. Acceptée avec réticence		_____
15. Abandon		_____
16. Absence temporaire	_	_____
17. Refus		_____
18. Autre (à préciser en observations)		_____

11. APPRECIATION DE L'ENQUÊTE (A remplir par l'enquêteur après l'interview)		
Disponibilité en temps de l'enquête 1 = Bonne 2 = Moyenne _ _ 3 = Mauvaise	Motivation (adhésion) de l'enquête 1 = Bonne 2 = Moyenne _ _ 3 = Mauvaise	Difficultés rencontrées par l'enquêteur 1 = Oui 2 = Non
		Incompréhension _ _
		Absence de document (factures) _ _
		Refus de parler ou de répondre _ _
		Autres (précisez) _ _

12. Vérification		13. Saisie		14. Correction	
Date	Agent	Date	Agent	Date	Agent
- - - -	- -	- - - -	- -	- - - -	- -

Appréciation de partenariat

Dénomination du projet (1)	Domaine de partenariat (2)	Niveau de collaboration (3)		
		Très significatif	Assez significatif	Peu significatif
	technique			
	institutionnel			
	Autres à préciser			
	Technique			
	institutionnel			
	Autres à préciser			
	technique			
	institutionnel			
	Autres à préciser			

A.PERTINENCE

QA1.Etes-vous tenu informé de l'évolution du projet ? (CNDID, REFAMP, GP /DCF)

Oui Non

Si oui, comment ?

.....
.....

QA2.Etes-vous satisfait de l'adéquation des objectifs par projet avec les orientations nationales ? (P1 : CMDID, P2 : GP /DCF, P3 : REFAMP)

P1 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P2 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P3 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

QA2.1.Si pas satisfait ou partiellement satisfait ?

Pourquoi ?

.....
.....

QA3.Selon vous, est-ce que les projets financés sont pertinents par rapport à la problématique ?

P1 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

P2 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

P3 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

QA4. Quelles sont les stratégies opérationnelles utilisées dans le cadre de ce projet ?

.....
.....

QA5. Selon vous, la procédure de sélection est-elle pertinente par rapport aux choix des bénéficiaires ? (justifiez vos réponses à tous les niveaux de partenariat)

P0 : ONU FEMMES

.....
.....

P1: CMDID

.....
.....

P2: GP/DCF

.....
.....

P3 : REFAMP

.....
.....

QA6. Comment les stratégies opérationnelles utilisées sont pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés ?

Stratégies	Niveau de pertinence		
	Très pertinent	Assez pertinent	Peu pertinent
11. Renforcement de capacités			
12. Sensibilisation plaidoyer			
13. Etudes et Recherches			
14. Appui institutionnel			
15. Echanges d'expérience			

QA7. Est-ce que les stratégies opérationnelles répondent-elles aux orientations nationales ?

Oui Non

QA7.1.Si oui, quelles sont ces stratégies ?

.....
.....

QA7.2.Si non, pourquoi ?

.....
.....

QA8. Quelles sont les stratégies opérationnelles utilisées dans le cadre de ce projet ?

.....
.....

B.EFFICACITE

QB1. Etes-vous satisfait de la gestion du projet avec les engagements contractuels d'ONU FEMMES (Précisez par projet : P1 : projet CMDID, P2 : projet GP/DCF, P3 : projet REFAMP)

P1 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P2 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P3 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

QB1.1.Si non ou partiellement satisfait ?

Pourquoi ?

.....
.....

QB1.2.Si satisfait, justifiez votre réponse

.....
.....

QB2.Les résultats des axes stratégiques de vos différents partenaires sont-ils en adéquation avec le cadre de suivi de vos résultats ?

Oui Non

Les résultats par projets

Résultats	Oui	Non	Commentaires
<p>7. CMDID</p> <p>Résultat 1 : Les responsables des partis politiques sont sensibilisés à l'adoption de mesures internes favorisant l'émergence politique de femmes</p> <p>Résultat 2 : Les cadres des partis politiques sont sensibilisés sur l'importance de l'adoption de mesures internes pour l'émergence de femmes politiques de femmes au sein des partis politiques</p> <p>Résultat 3 : Le nombre des femmes a augmenté au sein des organes dirigeants des partis politiques</p>			
<p>8. GP/DCF</p> <p>Résultat 1 : les leaders féminins et masculins sont formés en leadership et leurs connaissances sur le processus électoral ont été améliorées. Résultat 1Bis : Un changement de comportement positif envers les femmes est perceptible.</p> <p>Résultat 2 : les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale</p> <p>Résultat 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées et le suivi du projet est assuré.</p>			
<p>9. REFAMP</p> <p>Résultat 1 : Les différentes cibles du plaidoyer comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).</p> <p>Résultat 2 : Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) est favorable aux propositions de réformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les réformes futures.</p> <p>Résultat 3 : Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages.</p> <p>Résultat 4 : Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires pour accroître la participation des femmes aux instances de prise de décision.</p>			

QB3.Comment appréciez-vous le niveau de réalisation des activités des projets ?

Niveau réalisation des activités des projets financés par ONU FEMMES

Nom du projet	Conditions satisfaites				Niveau de réalisation (en %)
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	

*A.....D
(+.....-)

QB4. Est-ce que les objectifs fixés ont été atteints ?

Objectifs par projet	Oui	Non	Niveau d'atteinte en %	Commentaires
7. CMDID <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique ; Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques. 				
8. GP/DCF <ul style="list-style-type: none"> Accroître le nombre de candidates dans les zones ciblées ; Accroître le nombre d'élues dans les zones ciblées ; Renforcer le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes. 				
9. REFAMP <ul style="list-style-type: none"> Créer un environnement favorable à l'adoption de mesures législatives et réglementaires à la participation de la femme à la vie politique ; Favoriser l'accès des femmes aux instances de prise de décision ; Accroître le nombre de candidatures féminines aux prochaines élections ; Augmenter le nombre de femmes élues. 				

QB5. Selon vous, quelles sont les stratégies de mise en œuvre les plus efficaces utilisées par les projets?

.....

.....
QB6. Comment analysez-vous le partenariat stratégique avec les autres acteurs intervenants ?

.....
.....

QB7. Que font les projets pour gérer ce partenariat stratégique ?

.....
.....

C. IMPACT/EFFET

QC1. Comment le projet a aidé votre structure ?

.....
.....

QC2. Dans quelle mesure les changements identifiés et les résultats obtenus peuvent être attribués aux activités du projet ?

.....
.....

QC3. Comment les résultats obtenus vont-ils influencer les femmes engagées dans la politique ?

.....
.....

QC4. Quelles sont les principales difficultés rencontrées ?

.....
.....

QC5. Quelles ont été les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis ?

.....
.....

QC6. Si le projet doit être réédité, quels sont vos recommandations pour garantir de meilleurs résultats ? (Tant pour le partenaire que pour votre structure)

.....
.....

Merci pour les réponses données

A. PERTINENCE

QA1. Selon vous, est-ce que les projets financés sont pertinents par rapport à la problématique ?

P1 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

P2 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

P3 : Oui Non

Justifiez votre réponse

.....
.....

QA2. Quelles sont les stratégies opérationnelles utilisées dans le cadre de ce projet ?

.....
.....

QA3. Selon vous, la procédure de sélection est-elle pertinente par rapport aux choix des bénéficiaires ? (justifiez vos réponses à tous les niveaux de partenariat)

P0 : ONU FEMMES

.....
.....

P1: CMDID

.....
.....

P2: GP/DCF

.....
.....

P3 : REFAMP

.....
.....

QA4. Comment les stratégies opérationnelles utilisées sont pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés ?

Stratégies	Niveau de pertinence		
	Très pertinent	Assez pertinent	Peu pertinent
16. Renforcement de capacités			
17. Sensibilisation plaidoyer			
18. Etudes et Recherches			
19. Appui institutionnel			
20. Echanges d'expérience			

B.EFFICACITE

QB1. Etes-vous satisfait de la gestion du projet avec les engagements contractuels d'ONU FEMMES (Précisez par projet : P1 : projet CMDID, P2 : projet GP/DCF, P3 : projet REFAMP)

P1 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P2 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

P3 : Satisfait Partiellement satisfait Non satisfait

QB1.1.Si non ou partiellement satisfait ?

Pourquoi ?

.....

QB1.2.Si satisfait, justifiez votre réponse

.....

QB2.Les résultats des axes stratégiques de vos différents partenaires sont-ils en adéquation avec le cadre de suivi de vos résultats ?

Oui Non

Les résultats par projets

Résultats	Oui	Non	Commentaires
<p>10. CMDID</p> <p>Résultat 1 : Les responsables des partis politiques sont sensibilisés à l'adoption de mesures internes favorisant l'émergence politique de femmes</p> <p>Résultat 2 : Les cadres des partis politiques sont sensibilisés sur l'importance de l'adoption de mesures internes pour l'émergence de femmes politiques de femmes au sein des partis politiques</p> <p>Résultat 3 : Le nombre des femmes a augmenté au sein des organes dirigeants des partis politiques</p>			
<p>11. GP/DCF</p> <p>Résultat 1 : les leaders féminins et masculins sont formés en leadership et leurs connaissances sur le processus électoral ont été améliorées. Résultat 1Bis : Un changement de comportement positif envers les femmes est perceptible.</p> <p>Résultat 2 : les femmes leaders connaissent le processus électoral et sont capables de mener une bonne campagne électorale</p> <p>Résultat 3 : Les capacités techniques et institutionnelles du GP/DCF sont renforcées et le suivi du projet est assuré.</p>			
<p>12. REFAMP</p> <p>Résultat 1 : Les différentes cibles du plaidoyer comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de l'accession d'un quota de femmes aux instances de prise de décision (un des 12 domaines de la plate forme de Beijing).</p> <p>Résultat 2 : Le Comité d'appui aux réformes institutionnelles (CARI) est favorable aux propositions de réformes proposées et s'engage à leur prise en compte dans les réformes futures.</p> <p>Résultat 3 : Les communicateurs s'engagent à soutenir le plaidoyer et porter des messages.</p> <p>Résultat 4 : Les différentes cibles primaires comprennent les messages et s'engagent à soutenir l'adoption et la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires pour accroître la participation des femmes aux instances de prise de décision.</p>			

QB3.Comment appréciez-vous le niveau de réalisation des activités des projets ?

Niveau réalisation des activités des projets financés par ONU FEMMES

Nom du projet	Conditions satisfaites				Niveau de réalisation (en %)
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	
	A	B	C	D	

*A.....D
(+.....-)

QB4. Est-ce que les objectifs fixés ont été atteints ?

Objectifs par projet	Oui	Non	Niveau d'atteinte en %	Commentaires
10. CMDID <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les responsables des partis politiques pour la prise en compte de la participation et de la représentation des femmes au sein des partis et à la vie politique Renforcer le leadership politique féminin au sein des partis politiques 				
11. GP/DCF <ul style="list-style-type: none"> Accroître le nombre de candidates dans les zones ciblées ; Accroître le nombre d'élues dans les zones ciblées ; Renforcer le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes. 				
12. REFAMP <ul style="list-style-type: none"> Créer un environnement favorable à l'adoption de mesures législatives et réglementaires à la participation de la femme à la vie politique ; Favoriser l'accès des femmes aux instances de prise de décision Accroître le nombre de candidatures féminines aux prochaines élections ; Augmenter le nombre de femmes élues. 				

QB5. Selon vous, quelles sont les stratégies de mise en œuvre les plus efficaces utilisées par les projets?

.....

.....

QB6. Comment analysez-vous le partenariat stratégique avec les autres acteurs intervenants ?

.....

QB7. Que font les projets pour gérer ce partenariat stratégique ?

.....

C.IMPACT /EFFET

QC1. Quelles sont les changements opérés auprès des bénéficiaires du projet ?

P1: CMDID

.....

P2: GP/DCF

.....

P3 : REFAMP

.....

QC2. Dans quelle mesure les changements identifiés et les résultats obtenus peuvent être attribués aux activités des projets ?

.....

QC3. Quelle est la durabilité pour les résultats obtenus et leur influence sur les femmes engagées dans la politique ?

.....

QC4. Quelles ont été les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis ?

.....

Merci pour les réponses données

Annexe 5 : Résultats des Interviews réalisés

1. Bénéficiaires

		Numero d'ordre	Region/District	Cercle	Commune	Quartier/village/fraction
N	Valide	14	14	14	14	14
	Manquante	0	0	0	0	0

2. Responsables de Projet

		Region/District	Cercle	Commune	Quartier/village/fraction	Milieu	Langue
N	Valide	6	6	6	6	6	6
	Manquante	0	0	0	0	0	0

3. INSTITUTION

		Numero d'ordre	Region/District	Cercle	Commune	Quartier/village/fraction
N	Valide	1	1	1	1	1
	Manquante	0	0	0	0	0

4. ONU-FEMMES

		Numero d'ordre	Region/District	Cercle	Commune	Quartier/village /fraction
N	Valide	2	2	2	2	2
	Manquante	0	0	0	0	0

Annexe 5 Liste des personnes rencontrées

N°	Région	Prénom/Nom	Structure	Projet	Tél	E-mail
01	Koulikoro	Esaïe Coulibaly	DRPFEF	REFAMP	79 20 36 29	c-esaie48@yahoo.fr
02	Koulikoro	Maimouna Sylla	DRS	REFAMP	75 43 43 65	
03	Koulikoro	Sadio Diaby Coulibaly	DRPFEF	REFAMP	76 01 94 11	Sadio.diaby@yahoo.fr
04	Koulikoro	Mme TRAORE Niama Ballo	CAFO	CMDID	79 12 62 26	Ballofatoumata21@yahoo.fr
05	Koulikoro	Karamoko Camara	RPM	CMDID	76 12 55 58	
06	Koulikoro	Boubacar .S. Diawara	MPR	CMDID	75 04 76 82	
07	Koulikoro	Fatoumata Mah Berthé	URD	CMDID	76 17 22 98	berthef@yahoo.fr
08	Koulikoro	Oumou Zango	URD	CMDID	76 38 34 95	
	Bamako	Moumouni SOUMANO		CMDID		
	Bamako	Mariam DICKO		CMDID		
	Bamako	Mme DAOU Oumou DEMBELE		CCFPP		
09	Mopti	Abdoulaye .I. Maiga	CODEM	CMDID	79 36 88 52	
10	Mopti	Dramane Toure	S/Adm. CNID	CMDID	76 83 34 50	
11	Mopti	Aiché Cisse	UDD	CMDID	76 14 24 99	
12	Mopti	Koro Kassé	UDD	CMDID	66 89 10 77	
13	Mopti	Sokona Diawara	SADI	CMDID	79 28 21 91	

14	Mopti	Mme Diarra Tata Touré	ODI-Sahel	CMDID	76 14 59 83	tatatoure@yahoo.fr
15	Mopti	Fatoumata Guindo	ADEMA	GP-DCF/ REFAMP	75 22 15 97	
16	Mopti	Aissata TRAORE	ADEMA	GP-DCF/ REFAMP	76 01 02 65	
17	Mopti	Gna Maiga	ADEMA	GP-DCF/ REFAMP	79 02 46 13	
18	Mopti	Assa Touré	Djigui Tougou	GP-DCF/ REFAMP	78 80 98 37	
19	Mopti	Koumba Tamboura	Point Focal	GP-DCF/ REFAMP	66 79 02 59	
20	Bamako	Aissata Ouane	?	GP-DCF	76 33 74 30	
21	Bamako	Nana Sanou	?	REFAMP	?	
22						
23						

ANNEXE6 : AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES

Annexe 7 : Image et Graphes des trois projets relatifs aux activités clés réalisées

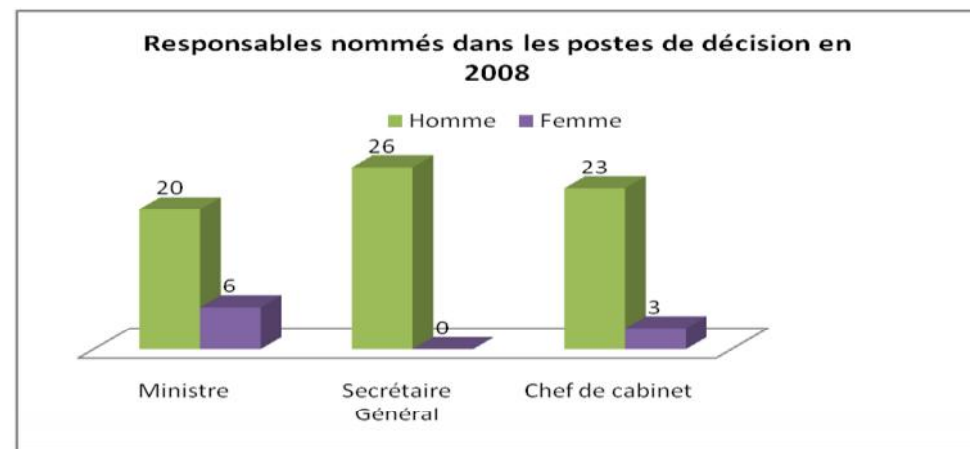
Présentation des résultats

Comparaison des résultats de façon illustrée

Hommes - Femmes dans les postes de décision

Unité : Nombre

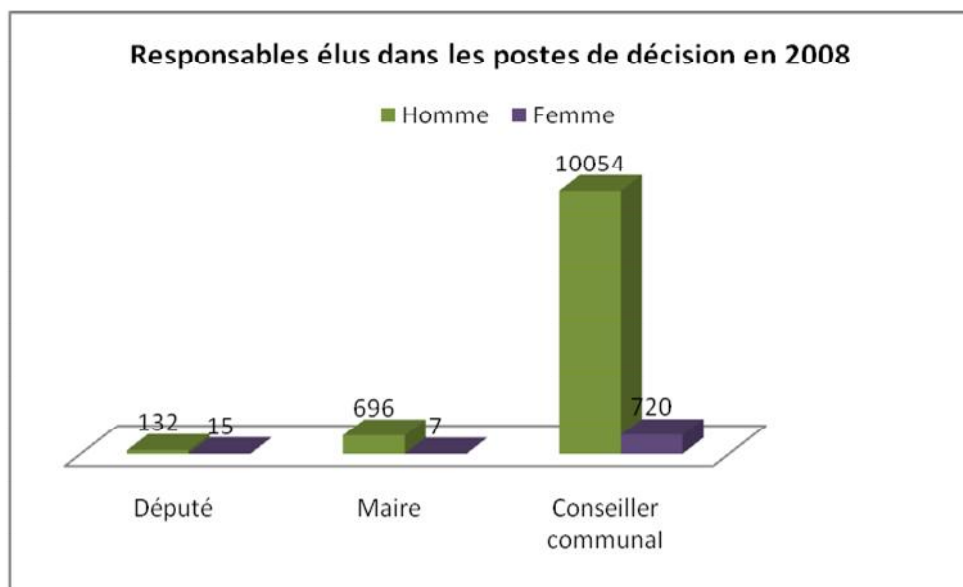
	2007			2008		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Nommés	68	10	78	69	9	78
Ministre	19	7	26	20	6	26
Secrétaire Général	26	0	26	26	0	26
Chef de cabinet	23	3	26	23	3	26
Elus	10 883	741	11 624	10 883	741	11 624
Député	132	15	147	132	15	147
Maire	696	7	703	696	7	703
Conseiller communal	10 774	720	10 774	10 054	720	10 774



Postes de responsabilité dans les Partis Politiques et les Institutions de la République

Unité :
Nombre

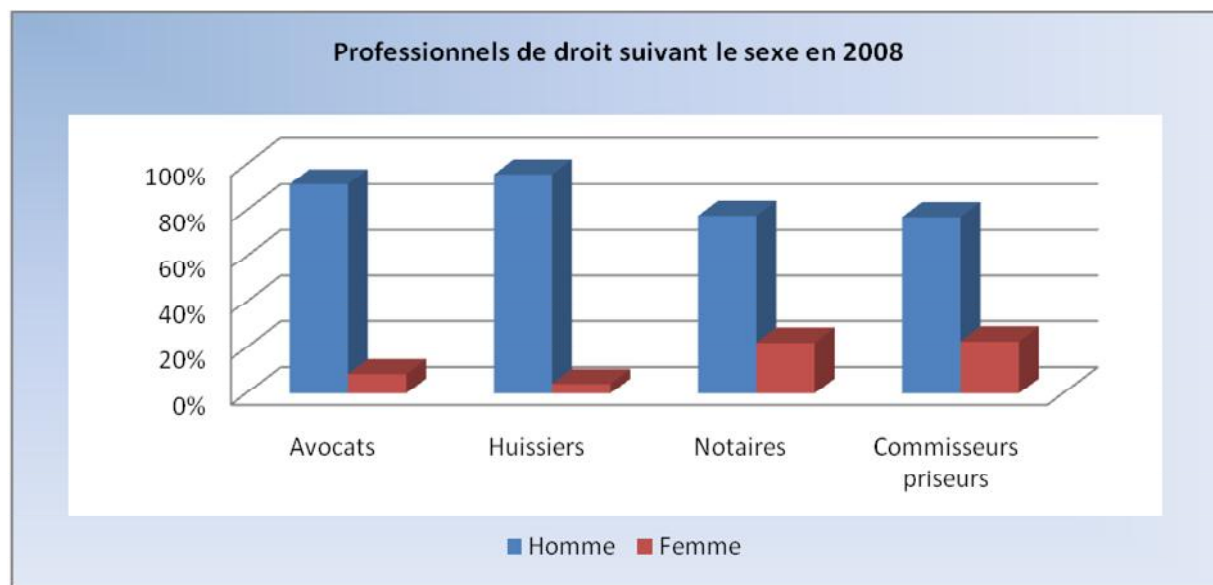
Années	2002		2007		2008	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Présidents de Partis Politiques	101	2	110	3	111	3
Députés	132	15	132	15	132	15
Ministres	16	4	19	7	20	6
Membres de la Cour constitutionnelle	6	3	6	3	6	3
Membres de la Cour suprême	-	-	6	1	6	1
Conseillers nationaux (HCCT)	69	6	69	6	69	6
Membres du CESC	51	7	51	7	51	7



Effectif des professionnels de droit suivant le sexe en 2008

Unité : nombre et pour cent

	Avocats	Huissiers	Notaires	Commissaires priseurs
Homme	260	68	28	17
	92%	96%	78%	77%
Femme	24	3	8	5
	8%	4%	22%	23%
Total	284	71	36	22

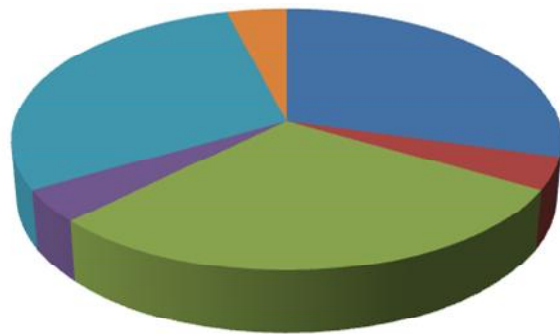


Hommes - Femmes dans les postes de décision

Unité : Nombre

	2008			2009*		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Nommés	69	9	78	45	8	53
Ministre	20	6	26	20	6	26
Secrétaire Général	26	0	26	25	2	27
Chef de cabinet	23	3	26			
Elus	10 883	741	11 624	10 637	987	11 624
Député	132	15	147	132	15	147
Maire	696	7	703	695	8	703
Conseiller communal	10 054	720	10 774	9810	964	10774

Membres du CESC



- 2007 Homme 110 132 19
6 6 69
- 2007 Femme 3 15 7 3 1 6
- 2008 Homme 111 132 20
6 6 69
- 2008 Femme 3 15 6 3 1 6
- 2009* Homme 121 132
20 6 6 ND

Postes de responsabilité dans les Partis Politiques et les Institutions de la République

Unité :
Nombre

Années	2007		2008		2009*	
Postes de responsabilité	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Présidents de Partis Politiques	110	3	111	3	121	3
Députés	132	15	132	15	132	15
Ministres	19	7	20	6	20	6
Membres de la Cour constitutionnelle	6	3	6	3	6	3
Membres de la Cour suprême	6	1	6	1	6	1
Conseillers nationaux (HCCT)	69	6	69	6	ND	ND
Membres du CESC	51	7	51	7	51	7

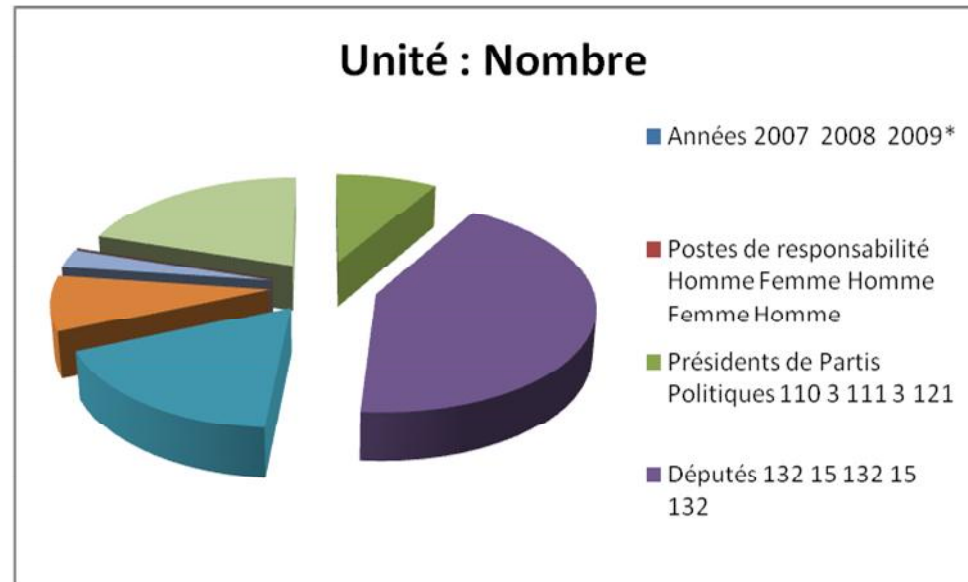




Image 1 : Atelier de Formation sur le Genre et le Leadership, les 14, 15 et 16 juillet 2011 dans la salle de conférence du gouvernorat de Mopti.



Image 2 : Atelier de Formation sur le Genre et le Leadership, les 04, 05 et 06 juillet 2011 dans la salle de conférence du gouvernorat de Koulikoro.



Image 3 : Formation des relais de Mopti en genre et leadership



Image 4 : La salle de formation en suivi lors de la session de formation des formateurs à Koulikoro

Du projet GP/DCF